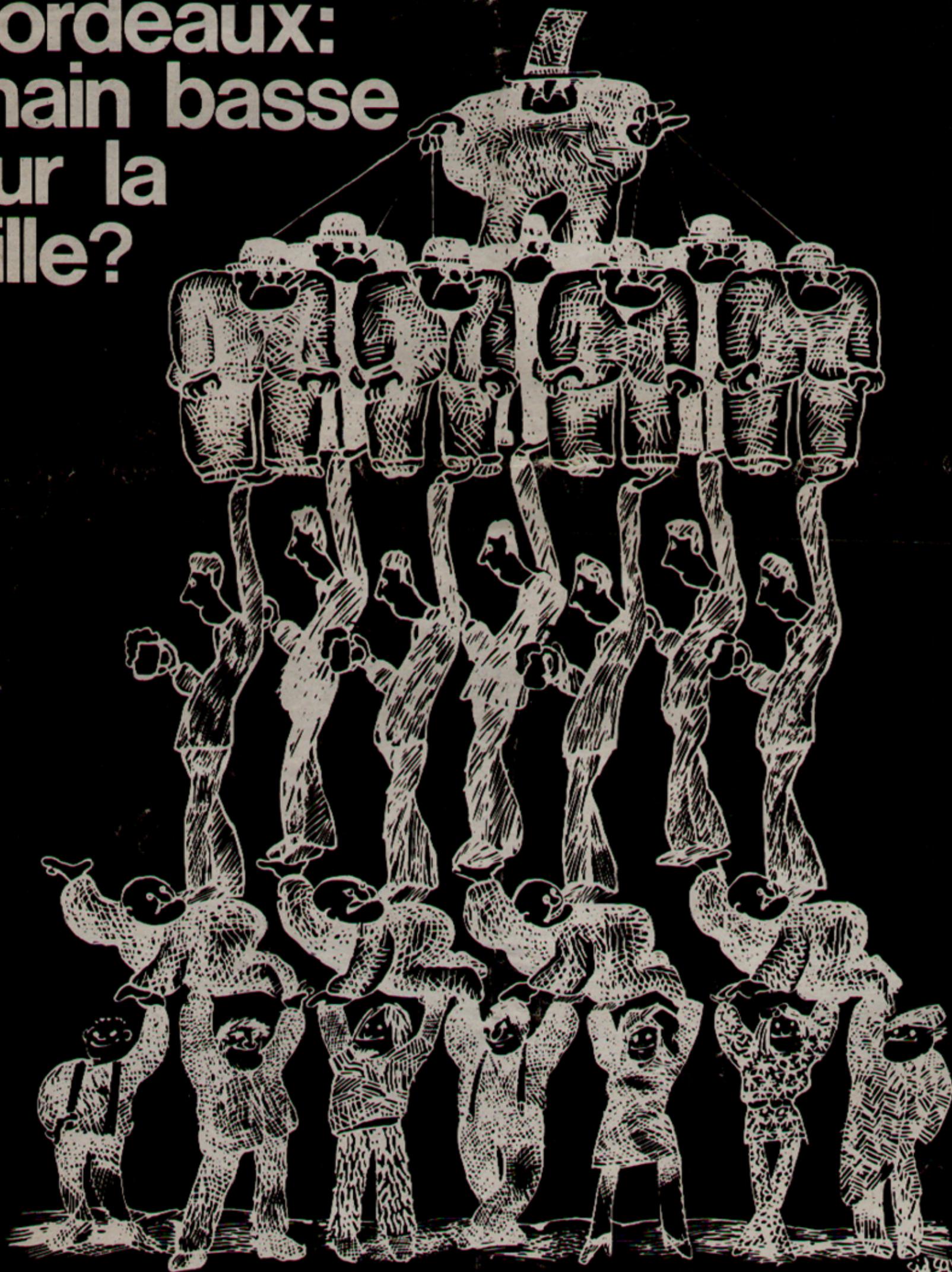


rouge

hebdomadaire d'action

communiste

bordeaux:
main basse
sur la
ville?



n° 78 1f 50

7 septembre 1970

le révélateur

L'élection de Bordeaux sera bien peu un baromètre, tellement les jeux y seront faussés. Mais elle constitue l'événement politique de la rentrée, et, à bien des égards, agit comme un révélateur sur l'ensemble de la situation politique française à l'heure actuelle. L'inconsistance des orientations du gouvernement apparaît clairement : la propagande de Chaban ne se nourrit que de formules vides.

Le défi de Servan-Schreiber met en évidence l'inexistence des formations traditionnelles de la gauche non communiste et du centre. La stratégie électorale du P.C. est condamnée du fait même de l'inexistence de ses alliés potentiels : c'est une leçon de chose, une démonstration politique totale.

L'INCONSISTANCE DES UNS

A peine plus d'un an après son installation, le pompidolisme, inventé par la bourgeoisie pour régler les problèmes cruciaux de l'économie française, n'a toujours pas fait ses preuves. Sa capacité à résoudre effectivement les problèmes de la compétition européenne et internationale est mise en doute. Les dernières fusions internationales l'ont montré...

Cela est dénoncé par un nouveau prétendant au pouvoir qui propose lui, carrément, de jouer le jeu des affaires d'où que viennent les sous ; mais c'est ce que fait déjà, sans le dire, l'équipe Pompidou.

Mais le pouvoir apparaît aujourd'hui surtout comme un pouvoir sans idées, sans doctrine. L'abandon des références gaullistes traditionnelles (la grandeur de la France...) n'a laissé place à rien. L'idéologie de la participation, dont Chaban-Delmas avait fait un système de gouvernement, se trouve aujourd'hui complètement caduque.

En fait, le pouvoir ne pense pas, il gère. Il ne pense même pas ce qu'il pourrait bien dire pour cacher ce qu'il fait.

Il gère les affaires courantes de la bourgeoisie sans tenter d'apporter de solution d'ensemble aux problèmes de ses mandataires. Il a déjà bien assez à faire pour durer !

Quand quelque chose le gêne, il matraque, il enferme, un point c'est tout.

C'est une politique de cabinet d'affaires et de commissariat de police à la fois, sans plus d'idées.



La bourgeoisie pourrait s'apercevoir un jour que cela ne suffit pas tout à fait à faire un bon gouvernement bourgeois. Car, en dessous de cette surface relativement paisible, en dessous de l'étage où l'ordre règne (relativement !) grâce à quelques discours benoîts et à pas mal de flics, la vieille taupe creuse toujours, et la faille pourrait soudainement s'ouvrir...

Qui oserait dire aujourd'hui que les assises du régime sont si sûres que ça, même si Pompidou se carre dans son fauteuil présidentiel, et paraît bien décidé à garder à l'Élysée longtemps ses pantoufles de Raminagrobis ?

Non, rien n'est sûr, c'est pourquoi les matois de son espèce tiennent à faire si bonne figure, même à l'annonce d'une rentrée scolaire catastrophique, même si l'on prévoit que le mécontentement ouvrier ira croissant avec les hausses des prix, même si l'on prévoit pour bientôt le retour sur la scène des petits commerçants et des paysans.

Pas de raison de s'en faire, disent-ils... Mais ils pensent : ça fait déjà plus d'un an que ça tient... ça durera bien autant que nous...

LA VANITE DES AUTRES

Si les lumières de l'élection de Bordeaux révèlent des failles quand elles se portent du côté du pouvoir, elles révèlent des ruines quand elles se portent sur les partis traditionnels du centre et de la gauche.

Servan-Schreiber a écrasé sous lui le vieux machin radical qu'il avait ressorti de l'oubli pour s'en faire un marchepied.

Mitterrand le grand, qui, il n'y a pas si longtemps encore, prétendait au pouvoir, conseille aujourd'hui discrètement le bouillant chevalier Ajax. Mendès-France, qui figurait aussi il n'y a pas si longtemps sur la liste des bons pour le service suprême, n'a été cité qu'une fois, comme représentant éventuel de Chaban à Bordeaux. Ce n'était sans doute qu'un ballon d'essai, mais bien significatif. Les gens de la Convention des Institutions républicaines soutiennent Taïx, à moins qu'ils ne soutiennent aussi J.J.-S.S.

Les socialistes ont fui à tire d'aile, en la personne de leur secrétaire général lui-même, dès que les sondages leur ont appris qu'ils allaient sombrer dans le ridicule accrochés à un score très dérisoire...

Tout cela est tellement en ruine, que les partis traditionnels ont laissé le terrain avec empressement, à l'immense vanité de Servan-Schreiber.

Celui-ci se donne de grands airs morigène, maltraite les vieux partis, leur tire ou leur pince l'oreille, les recrute, les racolle, ou les maudit. Quelques promesses, du bavardage, et les vieux renards électoraux viennent à la rescousse...

Si Servan est un loup, pensent-ils, nous aurons les miettes du festin. Si jamais il n'est qu'un corbeau, nous aurons toujours le fromage de la fable. Ainsi ils désertent les vieilles tannières ; à la soupe ! ceux qui arriveront les derniers seront les plus bêtes !

Ces formations politiques ont survécu à bien des choses. Aujourd'hui, ça fait quand même très, très longtemps qu'elles survivent...

Quant à J.J.-S.S., le coup de dé de Bordeaux n'apparaît pas comme le plus heureux. On ne peut pas lire dans les urnes, mais il est possible que le grand illusionniste ait atteint, pour un temps, le sommet de sa gloire...

L'EFFORT INUTILE

Aux renards qui s'en vont chasser derrière J.J.-S.S., le P.C.F. prêche l'unité de la gauche. Peine perdue ! Travail de Sisyphe... De 63 à 68, on avait monté la pierre. De 68 à 70, la pierre retombe, le but s'éloigne.

On en a la rage au cœur pour ces militants lancés à la poursuite de cette tâche mythique, impossible, vaine : l'unité de la gauche... - C'est que le candidat communiste affrontera Chaban-Delmas et sa doubleure -, constate tristement - l'Humanité - ! comme si cela n'était pas prévisible ! Comme si ce n'était pas suffisamment clair aujourd'hui que c'est une utopie criminelle que de vouloir s'unir avec des gens qui n'existent plus, sur un programme qui n'existe pas, dans un but bien plus qu'incertain et douteux, en regard du socialisme !

Pour s'en expliquer, le P.C. accuse les autres.
- Ce n'est pas nous qui avons failli ! -

C'est toujours le refrain de Sisyphe :
- Non ce n'est pas moi qui ait poussé la pierre ! -

Le P.C.F. dit cela au moins depuis 36.. au creux de la vague, il faut attendre la poussée unitaire...

On ne compte plus les occasions manquées où il aurait suffi que les autres veuillent bien rester. Puisse l'élection de Bordeaux, convaincre quelques militants, qu'il y a mieux à faire, que de remonter encore une fois, la pierre de l'unité de la gauche !

ENTRE COUR ET JARDIN

Le P.S.U. n'a pas encore choisi. A la proposition des organisations révolutionnaires de se joindre à leur campagne, à Bordeaux, il a répondu que ça mécontenterait le P.C.

Le P.C. ne lui a d'ailleurs pas rendu grâce de ce bon geste, et il a été mécontent quand même, traitant le P.S.U. comme quantité négligeable.

Le P.S.U. n'a rien gagné dans l'affaire. Bien incapable de se faire reconnaître comme interlocuteur valable par le P.C., il a perdu aux yeux des militants révolutionnaires, qui comprennent trop bien pourquoi le P.S.U. ne veut pas soutenir un trotskyste... pour ne pas avoir d'ennuis avec les stalinien.

Pour le P.S.U., l'alliance est bonne quand elle rapporte. Il la dénonce quand elle gêne ses pourparlers avec Marchais. Soit. Il y aura des militants du P.S.U. pour appeler cela de l'opportunisme. Nous ne leur donnerons pas tort.

LA CAMPAGNE REVOLUTIONNAIRE

Développant les différents points du programme révolutionnaire et socialiste, les deux organisations - Lutte ouvrière - et - Ligue communiste - feront campagne ensemble à Bordeaux pour dénoncer ceux qui, comme Servan-Schreiber, veulent voler des voix un peu partout pour faire la politique du patronat. Elles dénonceront Chaban-Delmas, symbole, à Bordeaux, de tout ce que le régime a de corrompu, digne représentant du pouvoir.

Elles proposeront aux travailleurs un programme réaliste ; se joindre au courant des révolutionnaires est le seul moyen de lutter pour le socialisme.

Elle dénonceront les conditions de travail et de vie faites aux travailleurs, et proposeront les seules solutions qui soient véritablement conformes à leurs intérêts.

Le 4 septembre 1970.

Je désire prendre contact avec la Ligue communiste
(Section Française de la IV^e Internationale).

Nom

Adresse

Profession

Age

Lieu de travail

Toute correspondance « Rouge » : B.P. 201 Paris-19^e

Rouge, hebdomadaire de la Ligue Communiste.

• Secrétaire de Rédaction

Charles Michaloux
Jean-Pierre Beauvais
Maurice Buzard
Alain Krivine
Anna Libera
Serge Niémetz
Philippe Sabathé
Jean Paucton
Michel Thomas
C. Tillier
A. Pin
P. Fresnel

• Rédaction - Administration.

14, rue du Faubourg St-Denis, Paris X^e
Tél. LAF. 30-13 et LAF. 27-96

• Toute correspondance - Rouge - B.P. 201
Paris 19^e.

• Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de l'organisation.

• Directeur de Publication :
Charles Michaloux

• Diffusion N.M.P.P. - S.A.I.E. Morlamé,
61, Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

la farce électorale bourgeoise...

C'est le cirque... à Bordeaux, tout le monde le sait et le dit. Marchandages, retournements, pressions, influences, promesses, « coups de théâtre » se sont succédés durant plusieurs semaines révélant la vérité de la vie politique bourgeoise.

C'est que (cf. l'éditorial) il ne s'agit pas d'une législative ordinaire. Il ne s'agit pas de l'expression ordinaire des appétits électoraux bourgeois « normaux », mais de la préparation, de la préfiguration de ce que pourra être l'après-néo-gaullisme. Au travers de la personne de Chaban-Delmas c'est le régime qui est visé par ceux qui aimeraient se voir proclamés les héritiers.

LE TENANT DU TITRE

Inquiété (car on ne sait jamais ce que peut réserver ce diable de Servan-Schreiber...) le premier ministre descend de son piédestal. Ce n'est plus le Chaban gominé qui parle de la France entre quatre tapis feutrés. Ce n'est plus la figure officielle, impassible, incarnant l'ordre, des déclarations de principe : c'est un féodal qui défend son fief, sa ville. Sa propagande électorale développe le thème : Bordeaux, c'est Chaban-Delmas.

Le Bordeaux bourgeois, c'est en effet Chaban Delmas par les mille liens de la « mainmise sur la ville ». L'industriel qui périclité, s'il vote bien, et c'est son intérêt, s'est vu prolonger son crédit de quelques années... Le bistrotier, le gargonnet doit à l'administration Chaban-Delmas sa patente. Le souteneur (profession florissante à Bordeaux) lui doit la tolérance dont il est l'objet. Les spéculateurs fonciers doivent leurs bénéfices à l'administration municipale. Comme par hasard, les terrains rachetés par « certains » décuplent de valeur parce que c'est ceux-là qu'en haut lieu on a décidé de lotir...

Les groupes sportifs, c'est encore Chaban Delmas, le sportsman, qui les entretient. Et les cliques de médaillés, c'est lui aussi.

Quand Chaban rassemble à Bordeaux sa clientèle, tous ceux qui lui doivent un petit quelque chose, tous ceux qui profitent de la complicité et du silence de son administration locale, il lui faut louer le Palais des Sports, car il ne vient pas moins de cinq mille bourgeois et petits bourgeois, qui se moquent bien d'écouter des discours politiques, mais qui se doivent d'aller rendre hommage au maître. C'est la politique à la romaine.

Le chef recrute dans cette clientèle ses propagandistes, ses financiers, ses hommes de main aussi.

L'imbrication des deux pégres, la pègre huppée et la pègre louche, est ici particulièrement réussie. Ceux qui ratonnaient à la barre de fer, lors des mini-barricades de Bordeaux, n'étaient autres que les maquereaux locaux...

Dans sa ville, dans son fief, Chaban révèle l'autre face du politicien bourgeois, celle qu'on ne fait que deviner derrière le faste malsain des cérémonies officielles : la figure du chef de bande...

« M. Chaban-Delmas s'est longuement attardé auprès des riverains de ces quartiers, s'excusant des dérangements et du bruit occasionné par le chantier, se déplaçant jusqu'à une fenêtre ouverte pour saluer deux vieillards, entrant chez les commerçants pour discuter avec les clients, réglant les problèmes d'odeur d'égoût (le nez du maître !), caressant des enfants, grondant une coiffeuse timide... »

Traversant les larges rues ouvertes récemment, M. Chaban-Delmas régla ensuite la circulation, invitait sa suite à emprunter les passages pour piétons, et gagna l'extrémité du futur quartier où de grands travaux d'assainissement sont en cours. Il n'hésita pas à sauter une tranchée boueuse pour saluer les conducteurs d'engins qui placèrent des planches pour éviter qu'il ne salisse ses chaussures. » (extraits dépêche A.F.P.)

LE PRETENDANT

Le candidat à tous les honneurs, le chevalier Ajax de la politique, M. J.J.-S.S. soi-même, n'a pas à Bordeaux les mêmes atouts.

S'il possède, sans nul doute, des soutiens dans la bourgeoisie locale, parfois excédée du règne de Chaban, il compte d'abord sur son étoile, qu'il juge de première grandeur, et sur son culot qui est, effectivement, de première grandeur. Ce qui l'intéresse, c'est d'apparaître, d'occuper la scène nationale, de se faire la réputation de gêneur numéro un du régime pour mieux se présenter comme le seul successeur possible.

Quand le rapace J.J.-S.S. et son équipe fondent sur Bordeaux depuis leurs repères installés dans les dunes du Pyla, c'est tout un spectacle.

Contrairement à Chaban, J.J.-S.S. ne marche pas dans les clous. Il court au milieu de la rue, la veste sur l'épaule. Derrière lui, son personnel ; deux à trois cents jeunes cadres cravatés et secrétaires mignonnes, qui se répartissent les rôles de conseillers, de spécialistes de sondages, de chargés des relations avec la presse, de photographes personnels. Tout un monde de technocrates modernistes, fort grassement payé, qui incarne, face à la bourgeoisie locale, traditionnelle et compassée, la capacité de la bourgeoisie « de pointe », la bourgeoisie « qui monte ».

Les populations ébahies regardent passer le cortège qui va son train d'enfer occuper quelque lieu public, ou le salon d'un grand hôtel.

AUTRES BOURGEOIS...

Nous ne parlerons pas de Savary ni de tous ceux qui ont été pressentis, ont été un moment sur les rangs, puis ont dû rentrer leurs ambitions, plier leur programme inconsistant en quatre dans leurs poches, et, dépités, sortir de la scène en prenant, selon leur standing, le train ou l'avion pour Paris. Le bon M. Taix mérite cependant une mention spéciale. Notable de second ordre, contestataire poli de Chaban en s'appuyant un peu sur la gauche, il se fait fort d'avoir du caractère. Il a su résister aux pressions, et ne pas laisser la place vide au candidat de J.J.-S.S. Dans la farce qui se joue, il accepte avec bonne humeur le rôle de vieillard obstiné et maniaque. Son programme est digne d'Alphonse Allais : construction d'un barrage au bout de la Gironde, construction de deux centrales nucléaires dans le Médoc, et d'un autoroute à six voies pour joindre ces réalisations grandioses à Bordeaux. Pour mémoire, signalons deux candidats d'extrême-droite (un local, et l'autre soutenu par l'Ordre Nouveau) qui se présentent pour faire savoir qu'ils sont là, et que la bourgeoisie aura peut-être besoin d'eux, un jour ou l'autre...

SELON LE DROIT BOURGEOIS...

Selon le droit bourgeois, tous ces gens sont là pour solliciter le suffrage des électeurs, dans une circonscription découpée en lanières qui comprend essentiellement les beaux quartiers. « Ils briguent le titre de représentant de la nation » (Mythologie bourgeoise bien tombée en désuétude depuis 1789).

A Bordeaux, la démonstration sera facile, que rien de tout cela n'est vrai. Ce qui a lieu, c'est l'affrontement de plusieurs puissances, le pouvoir, l'argent, la presse.

La deuxième circonscription sert de ring au tenant du titre comme au prétendant.

Les problèmes réels, qui sont ceux de la population et des travailleurs de Bordeaux, ne seront pas abordés, ou ne seront abordés qu'au titre de « promesse électorale ».

A Bordeaux, il sera facile de démontrer que la farce électorale bourgeoise est l'incarnation véritable de la démocratie bourgeoise : le spectacle que nous livrent les concurrents ne peut que nous rendre la démonstration plus aisée.

La campagne révolutionnaire (cf. l'article spécial), démystifiant la foire d'empoigne, mettra l'accent, au contraire, sur les véritables problèmes : la situation des travailleurs, la nécessité pour eux de s'organiser pour y mettre fin.

M. TOURNEUX.

pourquoi une candidature trotskyste ?

Face au spectacle produit par Chaban-Delmas et Servan-Schreiber, il fallait faire valoir les intérêts des travailleurs, montrer quels étaient les véritables problèmes posés sur le plan national comme sur le plan local, organiser une campagne de révélation communiste sur la réalité du pouvoir bourgeois, et de propagande communiste pour exposer les solutions des militants ouvriers et révolutionnaires.

LE ROLE DU P.C.F.

Telle n'est pas, évidemment, l'orientation de la campagne du P.C.F.

La stratégie électorale du P.C.F. ne lui permet pas de dénoncer le mensonge qui est à la base même des élections bourgeoises : l'idée que le député, une fois élu, représente « la Nation » et non pas seulement les intérêts qui l'ont fait élire.

Le P.C.F. semble ne s'intéresser que très modérément à ces élections : il sait bien qu'il n'obtiendra pas les 10 % des voix qui marquaient son score habituel ou qu'il les obtiendra à grand peine. L'idée d'utiliser cette campagne pour en faire une révélation de l'état actuel de l'équipe au pouvoir, l'idée d'en faire une campagne politique générale, lui est totalement étrangère ; le seul but est de maintenir, si possible, la limite des 10 %.

« L'Humanité » a reproché à Krivine, lors de sa conférence de presse, de n'avoir pas exclu la candidature du P.C.F., de la description des « tripataouillages ». Bien sûr, le candidat du P.C. n'est pas un Savary ou un Taix, mais ce que nous voulions montrer par là, c'est que le P.C., même s'il n'y participe pas directement, est en réalité dépendant des « magouillages » de la gauche traditionnelle, et de ses alliés irremplaçables dans la perspective de la démocratie avancée. Car les gens avec lesquels le P.C. veut aller au pouvoir, ce sont bien les Savary et les Taix, et tous les autres qui se sont évaporés pour faire de la place à Servan-Schreiber.

L'ATTITUDE PLUS QU'AMBIGUE DU P.S.U.

Nous aurions pu faire campagne avec le P.S.U.

Nous aurions pu trouver une série de thèmes communs qui nous auraient permis de mener ensemble une campagne révolutionnaire.

C'est le P.S.U. qui n'en a pas voulu.

Des représentants de la Ligue Communiste et de « Lutte ouvrière » ont rencontré à Bordeaux les mandataires de la Fédération P.S.U. de la Gironde pour leur proposer de participer à la campagne, et pour discuter des thèmes communs.

Le P.S.U. nous a donné deux réponses contradictoires, à savoir :

- 1) qu'il présenterait un candidat de toute manière ;
- 2) que si l'on tombait d'accord sur le programme, peut importait l'organisation à laquelle appartenait le candidat commun.

Nous ne résisterons pas au plaisir de citer des extraits du programme commun proposé à cette fin par les délégués du P.S.U. : il s'agissait de faire campagne contre Servan et Chaban sur les thèmes essentiels suivants :

- refus des noyaux communistes dans les syndicats ;
- refus du droit de tendance dans le futur parti révolutionnaire (III) ;
- soutien inconditionnel au gouvernement royal d'union khmère.

Ces propositions absolument farfelues signifiaient que le P.S.U. avait choisi de maintenir son candidat, quoi qu'il en fut, décision confirmée par une assemblée générale des militants P.S.U. de Bordeaux, le lendemain.

Pour la Ligue Communiste et pour « Lutte ouvrière », il s'agit là d'un test :

Pour le P.S.U., l'alliance avec les organisations révolutionnaires est encore à sens unique.

Quand les organisations révolutionnaires soutiennent un candidat P.S.U., comme dans le 12^e arrondissement de Paris, tout va pour le mieux. Mais il n'est pas question pour le P.S.U. de soutenir un candidat révolutionnaire.

Le P.S.U. accepte qu'on renforce ses positions par rapport au P.C., mais il refuse de soutenir un candidat trotskyste, ce qui le couperait de toute possibilité de « dialogue fructueux » avec le P.C.F.

Le maintien de la candidature P.S.U. révèle la politique de cette organisation, à l'étape actuelle. En parole, l'alliance avec les groupes révolutionnaires est fondamentale, et se fait dans la clarté la plus grande.

En fait, le P.S.U. renonce à ces alliances dès que son attitude pourrait mécontenter les réformistes.

Mais, pour nous, il n'y a rien là qui soit définitif. Les militants du P.S.U. n'apprécieront pas tous forcément l'attitude de leur direction, et le P.S.U. comprendra peut-être un jour qu'on ne traite avec les organisations révolutionnaires que sur un plan d'égalité et de réciprocité. Pour nous, l'attitude de la fédération P.S.U. de Bordeaux est un élément extrêmement regrettable, signifiant de l'étape où en est à l'heure actuelle cette organisation : mais nous ne voyons pas de raison pour ne pas chercher à mener campagne ensemble sur les thèmes communs aux révolutionnaires (dénonciation de la condition ouvrière, internationalisme prolétarien, solidarité face à la répression (secours Rouge), construction du parti ouvrier révolutionnaire...) partout où le P.S.U. voudra bien l'accepter.

M. BUZARD.



la candidature révolutionnaire :

Les deux organisations trotskystes Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste ont décidé de présenter une candidature révolutionnaire socialiste, à l'élection partielle de la deuxième circonscription de Bordeaux.

Face aux candidats réactionnaires, face à un chef de gouvernement qui dispute les faveurs de M. Henri Ford à celui qui voudrait bien devenir le chef de l'opposition respectueuse, face à l'inconsistance des candidats dits de gauche, face au candidat du P.C.F. qui n'offre aucune autre perspective qu'une alliance électorale de la gauche, aussi irréalisable qu'inefficace, le candidat révolutionnaire Gérard Barthélémy, éducateur spécialisé, militant syndicaliste et son suppléant Jean Métais, professeur de C.E.T., défendront un programme socialiste et revolu-

tionnaire, conforme aux intérêts des travailleurs.

Les deux organisations mèneront campagne sur les thèmes suivants :

— Dénonciation du parlementarisme et notamment de la farce électorale qui se joue à Bordeaux.

— Dénonciation de l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

— Dénonciation de la répression qui s'exerce contre les militants ouvriers et les militants politiques.

— Solidarité internationale des travailleurs.

— Nécessité de la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

Dans le souci d'une union la plus complète possible de toute l'extrême gauche, et conformément à une politique qui s'est déjà con-

crétisée à plusieurs reprises, Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste s'étaient adressées au P.S.U. afin de présenter un candidat commun aux trois organisations, comme il avait été fait lors de la récente élection partielle dans le XII^e arrondissement de Paris.

Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste regrettent que le P.S.U., contrairement à ses précédentes affirmations unitaires, n'ait pas cru devoir répondre positivement à ces propositions. Les deux organisations estiment de toute façon que l'alliance proposée à plusieurs reprises par le P.S.U. aux groupes révolutionnaires ne peut se concevoir que dans un esprit de complète égalité et de réciprocité. Elles constatent avec regret que le P.S.U. ne semble l'accepter sans problème que s'il en est le principal bénéficiaire.

contre la farce électorale

a) La mise sur les rangs des appétits bourgeois témoigne des possibilités de crise au sein de l'équipe au pouvoir.

b) Les divers « rebondissements » et marchandages qui ont marqué la période précédant l'ouverture de la campagne dans les organisations du centre, du centre gauche, et de la gauche traditionnelle, ainsi que la candidature finale de J.-J. S.-S., ne font que traduire l'inconsistance de ces formations.

c) Le P.C. qui n'a de perspectives qu'électorales, voit sa stratégie condamnée par cette faillite de la gauche. De toute manière, si cette stratégie était pensable aujourd'hui, elle serait inopérante pour conduire au socialisme.

pour les revendications ouvrières

— dénonciation des conditions de travail à l'usine : cadences, salaires, emploi, etc. ;

— dénonciation des conditions d'existence de la classe ouvrière en dehors de l'usine : logement, transport, santé, école, etc. ;

— pour le soutien des revendications ouvrières : pour un abaissement réel du temps de travail, et dans un premier temps, pour le retour aux quarante heures ;

— 1.250 francs pour tous ;

— pour l'abaissement de l'âge de la retraite ;

— à travail égal, salaire égal ;

— droits égaux pour les travailleurs immigrés ;

— ces revendications ne seront pas obtenues sans luttes d'envergure, contrôlées à la base par l'ensemble des travailleurs.

contre la répression

— Contre la répression dont sont victimes les militants syndicaux ;

— Contre la répression dont sont victimes les militants politiques, particulièrement aujourd'hui les militants de la « Gauche Proletarienne » ;

— Contre la répression et les brimades dont sont victimes les appelés, dans l'armée bourgeoise.

pour l'internationalisme prolétarien

Dans les citadelles impérialistes, la classe ouvrière fait tous les jours les preuves de sa combativité. (Mai 68 en France, la vague de grèves en Europe.)

Aux Etats-Unis, les contradictions internes s'accroissent (« problème noir », conséquences de la guerre au Vietnam...).

Dans les pays dits du tiers monde, la décolonisation n'a été que formelle. Le socialisme apparaît de plus en plus comme la réponse à l'exploitation accrue. Dans les pays dits de « démocratie populaire » comme en U.R.S.S., les derniers événements et singulièrement les événements de Tchécoslovaquie ont montré que la classe ouvrière cherchait un socialisme qui n'ait rien à voir avec le stalinisme.

pour créer le parti révolutionnaire

Les événements de Mai 68 ont fait une fois de plus la preuve qu'une mobilisation, si puissante soit-elle, ne peut aboutir que si un parti structure s'oppose au pouvoir d'Etat.

Un parti révolutionnaire est nécessaire pour faire aboutir la cause des travailleurs.

Ces différents thèmes n'ont pas été formulés avec plus de précisions : ils servent de base, de canevas aux déclarations publiques faites au nom du candidat, comme aux tracts communs.

souscription pour le local de la ligue communiste

Une organisation révolutionnaire qui se développe ne peut vivre sans un local central. De même, un journal hebdomadaire ne peut être fait sans un minimum de locaux pour la rédaction, l'administration, la maquette, les archives, etc.

Les locaux dont nous disposons aujourd'hui ne correspondent plus aux besoins de notre organisation et de sa presse. Eparpillés, exigus, ils ne permettent plus aux militants d'accomplir leurs tâches. Fonctionnant quasiment 20 h sur 24, notre local-ronéo ne peut plus sortir à temps les multiples feuilles d'entreprises, tracts, bulletins, circulaires, dont le nombre va sans cesse croissant ; il arrive également que deux commissions ou deux groupes de travail soient obligés de se réunir dans la même salle.

Quant aux conditions de travail du secrétariat de rédaction, nous épargnerons à nos lecteurs la description de ce capharnaüm permanent ; bien des imperfections du journal sont là pour en témoigner.

Nous avons donc décidé de nous installer dans un grand local central à plusieurs étages.

Que nos lecteurs se rassurent : nous ne comptons pas faire appel à un grand architecte pour nous bâtir une tour d'ivoire et de verre à grillés escamotables. Les tapis rouges et les moquettes n'entrent pas dans nos préoccupations, et les w.c. en or massif dont parlait Lénine ne pourraient nous intéresser que dans la mesure où l'or permet d'acquiescer beaucoup de choses...

Nous n'avons aucun or, et pas beaucoup plus d'argent. Non seulement le ministère de l'Intérieur n'arrose pas les gauchistes de ses deniers, mais les nombreuses amendes qui pleuvent sur nos activités prouveraient plutôt qu'il nous frappe régulièrement en un endroit douloureux de notre organisation politique : la caisse.

Avoir un immeuble signifie, dans notre situation, le louer, c'est-à-dire payer d'entrée pour l'avoir, un bail considérablement élevé. Nos recherches nous ont montré qu'un minimum de VINGT MILLIONS D'ANCIENS FRANCS est nécessaire.

MILITANTS, SYMPATHISANTS

Il n'est pas question pour nous de vider les caisses de l'organisation dans l'acquisition d'un immeuble de prestige. Notre travail politique doit pouvoir se poursuivre sans entrave : PARTICIPEZ A LA SOUSCRIPTION NATIONALE POUR LE LOCAL DE LA LIGUE COMMUNISTE.

Pas un contact, pas une distribution, pas une vente ne doivent être faits sans appel à la souscription.

Pas un sympathisant susceptible de nous aider ne doit être oublié.

COTISEZ, FAITES COTISER AUTOUR DE VOUS.

(envoi de l'argent à « ROUGE », C.C.P. 25.043-88 Paris, mention « souscription local »).

deux candidats

chaban-delmas

Dans la campagne électorale de Bordeaux, l'attention de la presse bourgeoise a été essentiellement attirée par les gesticulations de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Son principal adversaire électoral, Chaban Delmas, s'il est nettement plus discret dans ses tractations diverses, présente tout au long de sa carrière déjà longue quelques beaux exemples de contorsions de toutes sortes.

Chaban Delmas se confiant à ses biographes se complait à raconter comment, dès l'âge de 18 ans il fut contraint de travailler comme journaliste. Sous-écrivillon mineur dans une feuille de chou d'avant-guerre, intitulée l' « INFORMATION », il gratta du papier pendant cinq années. C'est sans doute là, que nègre pissant de la copie à la commande, il apprendra, comme il le dira plus tard « à se soucier de l'opinion publique »...

Quand la guerre éclate, Chaban se lance dans le renseignement pour les réseaux gaullistes. Par conviction politique ? Pour les trois couleurs que les étendards nazis ont remplacées sur les monuments de Paris ? L'intéressé, lui-même répond : « J'étais à l'âge où l'aventure, le goût du risque me fascinaient. Qui sait ? Neveu de Darnand, je me serais peut-être engagé à la L.V.F. » Vingt-cinq ans plus tard, c'est en ces termes convaincus, qu'il parlera de cette période : « J'ai mené une vie passionnante à la James Bond pendant quatre ans. J'ai dû utiliser trente-cinq caches différentes à Paris, me transformer en ectoplasme. C'était grisant. » Ces activités clandestines ne l'empêchent pas de passer à l'inspection des finances sous Vichy. En 1944, délégué militaire national, il est nommé général de brigade. Il a vingt-neuf ans. C'est à cette époque que Jacques Delmas devient Chaban-Delmas. Au moment de la libération de Paris, sa principale activité, en tant qu'envoyé spécial de De Gaulle, consistera à tenter d'empêcher l'insurrection de se développer ce qui lui vaudra de la part du communiste Pierre Villon ce jugement sévère : « Je n'ai jamais vu un général français aussi lâche ».

L'après-guerre le trouve secrétaire général du ministère de l'Information, sous Malraux puis Soustelle. Démissionnaire, ayant adhéré au parti radical, il part à la conquête de Bordeaux, circonscription qu'il a choisie, car c'est celle où son parti a perdu le moins de voix. Député, puis bientôt député-maire, il se rendra célèbre en faisant construire des H.L.M. sur un ancien marécage, si bien que les immeubles de dix étages prirent rapidement une inclinaison digne de la tour de Pise. Sombre histoire de spéculations sur les terrains qui faillit lui coûter sa mairie. Bien avant l'affaire Ford, Chaban use largement de ses appuis dans tous les milieux pour en faire profiter sa bonne ville de Bordeaux.

« Je suis un capital pour les Bordelais, proclame-t-il. Il faut qu'ils sachent s'en servir ». C'est ainsi que sur intervention personnelle de De Gaulle, une usine aéro-spaciale prévue à Châteauroux est installée en 1962 à Bordeaux. C'est ainsi également, qu'avec des appuis financiers, il obtient l'implantation d'une usine pharmaceutique destinée à Montpellier. Alors qu'il est ministre des transports, il fait adopter le projet de construction d'un pont sur la Gironde d'un prix exorbitant. Bref si on veut avoir une idée de la gestion de la ville, rapportons-nous encore à Chaban qui confiait naïvement en 1967 : « Lorsque je suis devenu maire de Bordeaux, je suis venu frapper à la porte de bons camarades. En réalité ça se passait plutôt dans les déjeuners et les diners. Il a fallu bien des déjeuners d'industriels, bien des années, pour obtenir quelque chose. » On s'étonne qu'il ne parle pas des dessous de table... D'ailleurs il ne perd jamais une occasion de rendre service pour service, de « renvoyer l'ascenseur », ce qui lui vaudra le surnom qui devait être bien mérité dans cette IV^e République nauséabonde de « liftier en chef ».

Parallèlement à sa carrière de député-maire, où peu à peu Arturo Ui local, il fait manger la ville dans sa main, il entreprend une carrière de ministrable. Entre temps il a abandonné le parti radical pour le R.P.F., nettement plus à

à bordeaux



la ceinture pour qui ?

même de lui fournir les gabarits nécessaires pour les campagnes électorales, toujours très animées. En 1954, ministre de Mendès-France, il rempile en 1956, en participant avec les compères Mitterrand et Mollet au front républicain. C'est ce ministère de « gauche » qui réussira en quelques mois, à faire sauter Bigeard sur Suez, ratonner Alger par Massu et enlever Ben Bella en plein ciel. Il est vrai que le P.C. avait voté les pleins pouvoirs à Mollet. Quelques ministères plus loin, ayant reçu de son ami Félix Gaillard le portefeuille de la défense nationale, il couvra le bombardement par l'aviation française du village tunisien de Sakhiet. C'est dans ces fonctions, qu'il prépare activement le 13 MAI. Officiellement il n'a rien fait, rien vu, rien entendu. C'est sûrement un hasard s'il a une antenne à Alger, véritable homme de main nommé Léon Delbeque. Cet individu qui organise les fameux comités de salut public, qui glisse à Salan le 15 mai de faire crier à la foule massée sur le forum d'Alger « Vive de Gaulle », agit bien entendu de sa propre initiative. Chaban qui l'a nommé n'a évidemment aucune relation avec lui.

Puis de Gaulle s'étant décidé à répondre à l'appel de l'histoire pour servir la France, c'est encore Chaban qui servira d'intermédiaire entre le général et Mollet, qui comme chacun sait sera le marche-pied de De Gaulle vers le pouvoir.

S'étant propulsé à la présidence de l'assemblée, il se tiendra en réserve pendant onze ans, attendant que Pompidou qui, depuis Rothschild a fait du chemin, l'appelle à Matignon. On pense dans son entourage que la carrière de J.C.D. n'est pas finie car comme le disent ses intimes : « Chaban s'il avait un avenir dans la tombe, il y aurait déjà un pied. »

servan-schreiber

Si, pour le grand public, le nom de J.-J. S.-S. n'est vraiment familier que depuis l'affaire de Bordeaux (bien que le bruit fait autour du « Défi américain » en 1967 l'eut déjà beaucoup fait connaître), il ne faudrait pas en conclure que le paladin du capitalisme moderne et dynamique n'a pas de passé politique.

Bien au contraire, c'est depuis des années et des années que celui-ci patauge dans le marais du centre-gauche, à la recherche d'une hypothétique « troisième force » entre le gaullisme et le communisme. Mais, jusqu'à tout récemment, c'était pour d'autres qu'il travaillait, ce qui explique sa relative « virginité politique » aux yeux de l'opinion.

Mais revenons en arrière. Issu d'une famille de journalistes-hommes d'affaires (les deux frères Schreiber, le père et l'oncle de notre héros, avaient fondé avant guerre « Les Echos », quotidien économique vivant de ses abonnés et de publicité), elle-même liée aux Crémieux, grande famille radicale du Gard, Jean-Jacques passe en 1943 en Angleterre, puis aux Etats-Unis, où il se distingue dans l'aviation et d'où il rapportera une admiration sans bornes pour tout ce qui est américain.

Après la guerre, il passe quelque temps à Polytechnique, puis se lance dans le journalisme. Il collabore au « Monde », jusqu'à un certain article où il attaque violemment la position neutraliste alors défendue par le journal (sur le thème : « Mieux vaut ne pas provoquer l'Union Soviétique et pour cela ne pas faire partie du Pacte atlantique. »). Le ton de l'article de J.-J. S.-S. est volontairement provoquant, même dans le contexte de guerre froide de l'époque : pour lui, la France devrait devenir le 51^e Etat américain, avec le même statut que les autres Etats de l'Union !

Après cette retentissante rupture, Jean-Jacques passe un temps à Paris-Presse ; puis, en 1953, en collaboration avec F. Giroud, rédactrice en chef de « Elle », et sur les fonds des « Echos », il décide de lancer « l'Express ». A l'époque, ce dernier n'était conçu que comme un supplément aux « Echos », ceux-ci paraissant du lundi au vendredi et « l'Express » le samedi.

A ce sujet, il n'est pas mauvais de raconter les tripataillages de famille auxquels donnèrent lieu le partage du groupe de presse : la direction des « Echos » échut au cousin Jean-Claude, devenu depuis député gaulliste, et celle de « l'Express » à Jean-Jacques ; quant au côté financier de l'affaire, chaque journal fut réparti en huit parts (chacun des deux frères Schreiber ayant eu quatre enfants) du vivant des parents pour échapper aux droits d'héritage. Nous ne doutons pas que c'est cela qui a inspiré à Jean-Jacques son refus de l'héritage, tel qu'on peut le trouver exprimé dans « Ciel et Terre ».

Dès 1953, « l'Express » soutient à fond l'expérience Mendès-France ; lorsque celui-ci devient président du Conseil, J.-J. S.-S. fait partie de son brain-trust officieux, aux côtés de jeunes technocrates comme Nora.

Les élections de janvier 1956 voient une nouvelle tentative de « troisième force », coalition des radicaux, des socialistes et de ce qui reste des gaullistes à l'époque (républicains sociaux) ; aussitôt Jean-Jacques lui trouve un nom : ce sera le Front républicain. Pour la circonstance, « l'Express » se transforme en quotidien, grâce à l'argent de personnalités, de chefs d'entreprises (Banque de Paris et des Pays-Bas, Riboud, Schlumberger...) attirés par le dynamisme de Mendès. La famille Schreiber fait là une magnifique affaire : à chaque souscripteur, on ne demande que des sommes (relativement) faibles — 1 à 6 millions —, ce qui permet à la famille de contrôler le journal ; par ailleurs, pour un million, le souscripteur n'obtient par exemple que 10.000 francs d'actions, le reste étant considéré comme prime d'émission. C'est là l'origine de la fortune de Jean-Jacques, qui lui permet de jeter dans une campagne électorale des moyens financiers assez colossaux.

Encore une petite anecdote à propos du Front républicain. Sans consulter les partis (déjà sous mépris des « bureaucraties de partis »), « l'Express » publia la liste des candidats de toutes les circonscriptions, attribuant un bonnet phrygien (!) au candidat que lui considérait comme le candidat du Front républicain ; or, pour la Gironde, l'heureux élu était... Chaban-Delmas ! Les affinités entre Servan et Chaban sont plus réelles qu'on ne le croit...

Malheureusement pour J.-J., la majorité du Front républicain fut essentiellement socialiste et ce fut Mollet et non Mendès qui devint président du Conseil. Au printemps 56, « l'Express » redevenait hebdomadaire, mais les fonds amassés n'étaient pas perdus pour tout le monde.

En 1957, J.-J. S.-S. est appelé comme réserviste en Algérie. Selon sa devise « Rien ne doit se perdre », il tire de son expérience un best-seller - Lieutenant en Algérie - dont la vision est beaucoup plus libérale qu'anticolonialiste.

Arrive l'année 1958, pendant laquelle « l'Express » aura une attitude plus qu'ambiguë, pour ne pas dire favorable à l'éventualité du retour de De Gaulle. Après quelques flottements et des velléités de ralliement au gaullisme, J.-J. S.-S. reste finalement fidèle au mendésisme.

En 1962, il se présente à la députation en Seine-Maritime, où il est battu de justesse après une campagne-choc. Il tentera ensuite sa chance à Grasse, Brive, Cannes, Auch, Loches, avant de décrocher enfin le siège de Nancy...

A la fin de 1963, il utilise « l'Express » pour lancer Monsieur X, sous lequel se cache Deferre et son projet de grande Fédération. Il soutiendra la candidature Deferre jusqu'à son échec final, allant même jusqu'à provoquer, de sa propre initiative, en juin 1965, une réunion regroupant des représentants du M.R.P. (Lecanuet), des socialistes (Deferre, Mollet), des radicaux et des gens des clubs.

Auparavant, il avait, à l'automne 64, transformé « l'Express » en grand magazine d'informations selon le modèle des news magazines américains (Time, Life...)

Puis ce fut le « Défi américain » et à partir de ce moment-là, ses multiples activités tombent, si l'on peut dire, dans le domaine public...





de la résignation...

les paysans co

le congrès du c.n.j.a.

Le Congrès du C.N.J.A. (1) qui s'est tenu à Blois les 5 et 6 juillet derniers marque une étape importante dans le processus de maturation politique de la paysannerie française.

Pour comprendre l'enjeu de ce congrès et la nature des débats qui s'y engagèrent il est nécessaire de rappeler brièvement l'histoire de cette centrale syndicale.

GENESE ET ENFANCE DU C.N.J.A.

Jusqu'aux années 1956-1958, la F.N.S.E.A. (2), centrale syndicale se vantant d'être représentative de tous les paysans, détenait l'hégémonie syndicale (si l'on excepte le M.O.D.E.F. (3) alors peu influent). C'est à cette époque que de jeunes agriculteurs, influencés par la J.A.C. (4), commencèrent d'entamer une réflexion dont l'aboutissement devait être la création du C.N.J.A.

Sans que les différences entre les deux organisations soient clairement exprimées, ces jeunes agriculteurs sentent la nécessité de bousculer le réformisme routinier de la F.N.S.E.A. jugée par eux trop conservatrice et qui ne répondait pas aux questions qu'ils se posaient : quel est le rôle du progrès technique ? Quel est l'avenir de l'exploitation paysanne ? etc.

En fait, cette réflexion, qui se voulait débarrassée de toute préoccupation politique déboucha dans les années 1960-1962 sur des propositions réformistes qui furent reprises dans leur intégralité par les pouvoirs publics ; ainsi l'agriculture de groupe, la coopération, la « réforme des structures » tant prônées par M. Debatisse, reçurent-elles un statut juridique officiel et devinrent les chevaux de bataille de tous les réformistes, y compris de larges secteurs de la F.N.S.E.A., jusqu'ici bastion inamovible du conservatisme. Sous le ministère Pisani, les syndicats paysans, F.N.S.E.A. et C.N.J.A. furent même les courroies de transmission privilégiées de la politique agricole gouvernementale, en milieu paysan.

UNE CRISE AIGUE ACTIVANT LA RADICALISATION

La crise qui touche actuellement tous les secteurs de la petite bourgeoisie est également une réalité tangible dans la paysannerie française ; l'impossibilité dans laquelle se trouve le gouvernement d'appliquer une réforme des structures agraires, trop coûteuse et mal acceptée par les secteurs les plus conservateurs de la paysannerie qui disposent par l'intermédiaire de lobbies influents d'un poids politique certain, l'échec de l'agriculture de groupe et de la coopération, la prise de conscience due à Mai 68 sont autant d'éléments qui permettent de comprendre la radicalisation réelle de secteurs importants de la paysannerie française. Cette radicalisation s'exprima au cours du congrès du C.N.J.A. par l'apparition d'une tendance se réclamant du socialisme, tendance qui aurait été majoritaire si la répartition des mandats n'avait pas donné lieu à des magouillages éhontés (exemple parmi d'autres : le département des Basses-Pyrénées qui vota pour le rapport du Bureau national sortant avait 9 mandats et moins d'adhérents que l'Ille-et-Vilaine qui n'apporta que deux mandats au rapport de l'opposition.

DEUX RAPPORTS D'ORIENTATION : DEUX LIGNES DIVERGENTES

Deux rapports étaient en présence. Le premier, présenté par Laugia, membre du Bureau National sortant, rapport empreint de toute l'idéologie décrépite des débuts du C.N.J.A. Tout y était et, il est dur de résister à la tentation de citer un passage de la conclusion : « ... Nous devons rappeler que le syndicalisme est une école de ténacité et de patience dans l'action à mener à travers les instruments insuffisants mais réels dont nous disposons ; une école d'optimisme aussi, car il faut croire aux hommes et à leur capacité

de transformer le monde, au travers du changement des mentalités... » La nécessité du dialogue permanent avec les pouvoirs publics, la participation, la défense de l'entreprise individuelle à travers la défense de la propriété privée, la compétitivité, bref un réformisme éclairé protestant de sa bonne volonté et s'étonnant épisodiquement de l'incurie gouvernementale.

Syndicalistes raisonnables et compréhensifs, sensibles aux difficultés de la bourgeoisie au pouvoir, ils ménagent la chèvre et le chou en organisant d'une part, des journées nationales d'action, mais préoccupés qu'ils sont par leur « mission syndicale » ils s'efforcent d'autre part de proposer des solutions constructives aux pouvoirs publics dans le cadre d'un système politique qu'ils respectent. Quant au socialisme, laissons encore parler le rapporteur : « Le contenu de la bouteille compte plus que l'étiquette. A quoi bon ces épithètes dépassées ? » (1)

Habituellement le rapport d'orientation du bureau national est le seul à être présenté. Devant l'impossibilité de concilier deux rapports antagoniques, une région (Rhône-Alpes) décida de présenter un rapport alternatif à celui du bureau national. Jusqu'au dernier moment les responsables nationaux se refusèrent à ce que l'opposition présente oralement le rapport devant le congrès. Mais devant les risques encourus par ce refus sous la pression de la base (l'atmosphère était particulièrement tendue à l'ouverture du congrès) il céda. Ce rapport intitulé « Pour un syndicalisme des travailleurs » et présenté par A. Richard, marque un pas dans la structuration d'une opposition jusqu'alors diffuse donc inefficace. Il débute par une remise en cause des structures économiques actuelles et par la dénonciation du sacro-saint principe de la propriété privée : « Nous avons le devoir de dénoncer ce type de structure économique ou la recherche de l'efficacité privilégiée la minorité qui détient les capitaux et le pouvoir au détriment des travailleurs, les agriculteurs et les autres. Exploitation de l'homme par l'homme, c'est pour cela que nous condamnons le système capitaliste. Dans ce type d'économie, l'appropriation individuelle des moyens de production se traduit par l'exploitation du travail du plus grand nombre d'agriculteurs. Cause d'aliénation, source de domination et de disparités entre les hommes, l'appropriation individuelle doit être rejetée comme telle. Il y va de l'intérêt des agriculteurs. » Dans le milieu paysan une telle remise en cause est significative d'un changement radical, résultat d'un cheminement empirique basé sur l'échec patent des tentatives réformistes du type G.A.E.C., S.A.I.F. présentés comme panacée aux problèmes des petits et moyens paysans (nous reviendrons dans un prochain nu-

méro sur l'échec de l'agriculture de groupe).

La concertation, la participation, règle d'or des dirigeants nationaux du C.N.J.A. furent également dénoncées. « ... Progressivement le syndicalisme s'est laissé prendre au jeu (de la concertation) y consacrant un temps considérable à certains moments parce que justement les responsables participent à telle ou telle structure, le syndicalisme s'interdit en contre partie toute action sur le terrain... La politique de concertation se traduit par une complicité du syndicalisme par rapport aux orientations prises. » Au contraire « ... l'action syndicale doit être le moyen d'aider l'ensemble (sic) des agriculteurs à prendre conscience des changements fondamentaux à réaliser au niveau des structures économiques ».

Pour la première fois également, les problèmes du tiers monde furent abordés zutement ou à travers des poncifs moralisateurs : « Si nous sommes capables de changer les structures économiques chez nous, alors, seulement nous pourrions dire que notre solidarité avec les agriculteurs des pays pauvres aura été effective. Concevoir autrement notre solidarité, c'est faire soit du sentimentalisme, soit de la démagogie. » Le dépassement d'un syndicalisme sentimental-humaniste peut se noter aussi à la manière d'envisager les rapports avec les autres travailleurs. Le combat commun est possible, non en vertu de principes vagues mais sur la base d'intérêts communs face aux intérêts capitalistes. D'autre part, l'attitude adoptée par plusieurs C.D.J.A. contre la répression visant des militants révolutionnaires permet d'envisager la multiplication d'actions locales communes syndicats des jeunes agriculteurs — organisations révolutionnaires.

LES FAIBLESSES D'UNE OPPOSITION HETEROGENE

Le rapport de l'opposition très succinct mais cohérent n'est pas le fidèle reflet du courant minoritaire qui s'est dégagé de ce congrès. En effet, privée du minimum d'organisation, l'opposition est allée au combat (entendez au congrès) en ordre dispersé. Les interventions de plusieurs délégués de ce même courant se recoupaient sans motif, une motion fut proposée par A. Richard qui ne recueillit pas l'approbation des délégués du courant minoritaire (qui furent toutefois bien obligés de voter par discipline). De même sur le fond, les interventions de l'opposition n'étaient pas homogènes politiquement. Certains délégués et non des moindres se réclamèrent soit par opportunisme

(avant le vote sur les rapports) soit sincèrement, du gradualisme réformiste. Cette confusion, cette hétérogénéité peut s'expliquer par trois faits :

1) Le processus de radicalisation au sein du C.N.J.A. est constant, ininterrompu, donc certains délégués se réclamant déjà de la minorité socialiste véhiculent encore des idées, raisonnent selon des schémas de pensée directement hérités de leur passé politique et syndical.

2) Cette confusion politique n'est pas fortuite. Dans une certaine mesure elle est fille de la propagande et des thèmes développés par le P.S.U. en milieu paysan. Le mot d'ordre « Pouvoir paysan », même s'il est actuellement abandonné par le P.S.U. fait encore beaucoup de « ravages » et explique l'absence quasi totale d'analyse politique générale dans le rapport d'A. Richard ; l'approche sectorialiste, paysanniste qui le caractérise est porteuse de nombreuses illusions réformistes.

3) Face à une équipe nationale disposant de l'appareil du syndicat, en usant et en abusant, l'organisation de l'opposition est balbutiante, insignifiante. Après ce congrès, plus que jamais, apparaissent les nécessités et les devoirs des militants révolutionnaires :

— Populariser, une ligne alternative à celle du bureau national en approfondissant constamment les divergences fondamentales qui existent.

— Former les cadres syndicaux et les militants qui se sont révélés ces derniers temps. Consolider, renforcer politiquement le courant minoritaire.

— Multiplier les actions à la base permettant d'élever le niveau de conscience politique des jeunes agriculteurs.

— Enfin évidemment, se donner concrètement les moyens de mener ce combat (par des réunions départementales, nationales de l'opposition, par un journal national de l'opposition qui est l'organisateur collectif indispensable, par des stages de formation, etc.).

Ainsi s'accroîtra la masse des agriculteurs laissant la peur du rouge aux pensionnaires de leurs étables.

GASTON.

(1) Centre National des Jeunes Agriculteurs. Peuvent y adhérer les agriculteurs et aides-familiaux de moins de 35 ans.

(2) Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles.

(3) Mouvement d'Organisation et de Défense des Exploitations familiales. Organisation de masse du P.C. en milieu agricole.

(4) Jeunesse Agricole Catholique. Equivalent de la J.O.C. en milieu rural.

(5) Habituellement, seul le rapport du B.N. est présenté au Congrès.

(6) Groupement Agricole d'Exploitation en Commun et Société d'Aménagement et d'Investissement Foncier, structures juridiques mises en plan sous le ministère Pisani et présenté comme la solution pour la petite et moyenne agriculture.



Contre le capital



... à la révolte

interview d'un responsable syndicaliste

ROUGE : Camarade, le dernier congrès du C.N.J.A. a souligné la force des courants critiquant l'orientation de l'actuelle direction. Des journalistes y voient un phénomène identique à celui qu'ils observent dans d'autres organisations (la C.F.D.T. par exemple) à savoir « le résultat de Mai 68 ». Peux-tu préciser les conditions particulières qui entourent l'intervention des « minoritaires » du C.N.J.A. ?

J.H. : Il faut bien voir qu'au départ, quand Debatisse « lance » le C.N.J.A., il s'agit du premier mouvement de contestation paysanne organisé. Mais ce premier aspect est limité par un second : l'élaboration d'une politique agricole à laquelle s'attache à l'époque le C.N.J.A. Le régime gaulliste qui ne se trompe pas sur le caractère « moderniste » de cette politique agricole, la reprend très vite à son compte. Ainsi le C.N.J.A. est-il à sa création, complémentaire de la F.N.S.E.A. Ainsi le gouvernement paie-t-il les « administratifs » du C.N.J.A. Ainsi le gouvernement fait-il partie des jurys depuis son origine, de plus en plus de militants vont en prendre conscience. Et en mai 68 s'opère une innovation importante : plusieurs C.D.J.A. prennent des décisions autonomes, en contradiction avec l'orientation du B.N. Ces décisions visent toutes à faire participer le plus grand nombre possible de paysans à la lutte politique qui se mène alors.

Le congrès de Toulouse de la F.N.S.E.A. est une bonne illustration de la division en deux courants irréconciliables : Lambert qui attaque durement le gouvernement, Debatisse répond en prenant fait et cause pour « les pouvoirs publics ».

Depuis l'attitude participationniste du B.N. ne s'est jamais démentie (et bien que Debatisse atteint par la limite d'âge ait quitté le C.N.J.A. pour devenir Secrétaire général de la F.N.S.E.A.). Par exemple pour l'affaire Guichard, en Loire-Atlantique, le B.N. demande aux départements « de ne rien faire qui puisse entraver la discussion avec les pouvoirs publics par la voie normale (sic) en vue d'obtenir la libération des agriculteurs emprisonnés ». On pourrait parler aussi de la manifestation du 24 novembre et de l'art avec lequel le B.N. réussit à la désamorcer.

C'est dans ce contexte que s'est opéré le regroupement de l'opposition tout au long de 69 et autour de Tharaud (Ouest). Donc on peut dire que Mai 68 a accéléré le processus certes, mais la « minorité » existait bien avant. Et ce, grâce à la nature contradictoire du C.N.J.A. à sa création.

ROUGE : Tu viens de parler de Debatisse. Son livre, « La Révolution Silencieuse » apparaissait, il y a une dizaine d'années, comme l'expression des nouvelles prises de conscience qu'on rencontrait parmi les jeunes agriculteurs. Peux-tu dire en quoi cela n'est plus vrai aujourd'hui ? Autrement dit sur quels axes s'organise la minorité du C.N.J.A. par exemple ?

J.H. : Si « La Révolution Silencieuse » a eu du succès à l'époque, c'est qu'elle décrivait une somme de situations concrètes de jeunes agriculteurs. Là-dessus Debatisse greffait quelques conclusions : le jeune agriculteur devait lutter pour obtenir le « pouvoir de responsabilité », c'est-à-dire qu'il devait concentrer ses efforts, d'abord et avant tout à l'échelon de l'exploitation familiale, pour « imposer la responsabilité du jeune ». Autour de ce thème Debatisse proposait au jeune agriculteur une série d'images empruntées à la société industrielle (la nécessaire émancipation de la femme, etc.). Derrière cette phraséologie c'était en fait les schémas empruntés à la démocratie chrétienne agonisante. En effet la caractéristique constante des idées de Debatisse était de masquer la réalité de la lutte des classes dans la paysannerie. C'est évidemment une « thèse » qui n'a pas résisté à Mai 68. Et les héritiers de Debatisse aujourd'hui ne reprennent même plus les discours à résonance démocrate-chrétienne pour donner le change. Le B.N. du C.N.J.A. parle aujourd'hui du marketing en agriculture, et pour évoquer le paysan il utilise fréquemment le terme de chef d'entreprise ou de jeune patron. Visiblement séduit par « la voie Servan-Schreiber », il défend mordicus la participation du C.N.J.A. à tous les organismes mixtes (SAFER, Chambres d'agriculture, etc.). C'est l'aboutissement logique des analyses confuses de « La Révolution silencieuse ».

Quant à la minorité du C.N.J.A., elle ne s'organise pas autour du succès d'un bouquin. Il est important pour nous qu'un livre comme celui de Lambert, « Les Paysans dans la lutte des classes », soit largement diffusé parmi les agriculteurs. C'est important parce qu'il s'agit du premier ouvrage qui présente en termes politiques les problèmes de la paysannerie et qu'il le fait en rompant avec le réformisme traditionnellement en vigueur sur la question. Mais ce qui unit la minorité du C.N.J.A. c'est avant tout la considération de la nature capitaliste de la société. Nous considérons qu'aucune procédure (de type GAEC ou coopération en général) ne peut combattre les critères de rentabilité de la société industrielle. C'est pourquoi nous estimons que les paysans doivent tout mettre en œuvre pour que soient renversées les bases économiques du système actuel. Et dans le C.N.J.A. nous nous battons pour que soit écarté tout aménagement de l'appropriation privée du sol. L'équipe nationale vient de faire des Sociétés Agricoles d'Investissement Foncier son cheval de bataille. A ces SAIF qui ne sont jamais qu'une mise en commun de capitaux, nous opposons la mise sur pied d'organismes collectifs d'appropriation à l'échelon de la commune ou du canton. C'est un prolongement certes de la coopération, mais dans le sens d'une évolution du rapport de forces de commercialisation. Car, comme tu le sais, la pénétration capitaliste dans l'agriculture fait qu'aujourd'hui le paysan est confronté à d'énormes problèmes de commercialisation de ses produits (on pourrait donner des exemples précis et nombreux sur l'action des trusts comme Margnat ou Préfontaines auprès de villages viticoles entiers du Languedoc). C'est sur ce type d'axe d'intervention que se structure la minorité.

ROUGE : On a parlé de « la minorité qui s'est fait jour au congrès ». Tu as rappelé au début que la minorité existait en fait avant Mai 68. Mais existe-t-elle en dehors des congrès ? Peux-tu donner des détails sur son travail dans le C.N.J.A. ?

J.H. : Il faut dire que jusqu'ici nous avons été pris un peu au dépourvu. Le B.N. devant la perspective d'un congrès électif a présenté un projet de rapport sur « Les objectifs du C.N.J.A. » lequel devait être amendé par les départements. La procédure était à l'image du thème central : l'unité syndicale du C.N.J.A. C'est alors que la région Rhône-Alpes décide de rédiger un contre-rapport suivi en cela par quelques départements notamment du Midi-Pyrénées et un de l'Est. Mais ce contre-rapport est venu trop tard pour pouvoir être débattu comme il faut dans le cadre de la préparation d'un congrès. Toutefois, il y eut trois réunions générales de la minorité. C'est important mais c'est aussi insuffisant par rapport aux manœuvres du B.N. On peut puiser dans le déroulement du congrès plusieurs exemples de ces manœuvres. L'ordre du jour prévoyait d'abord la présentation du rapport du B.N. tout de suite après le vote du rapport et seulement ensuite la discussion dudit rapport. Voyant cela, et pour éviter tout vote, le président transforme l'ordre du jour. (Tu sais en effet, que l'écart entre majorité et minorité a été très faible : 119 voix pour le contre-rapport, 148 pour le B.N.)

Nous allons donc nous organiser beaucoup plus sérieusement. Nous avons tout d'abord refusé de participer au B.N. Non pas que nous envisagions de rompre avec le C.N.J.A. Mais le désaccord avec la majorité est trop important. Et la non-participation à la direction nationale nous aidera à démontrer la confusion politique de l'équipe actuelle. Car il n'y a qu'à lire le rapport pour le congrès pour mesurer l'étendue de cette confusion et les illusions qu'elle peut semer parmi les militants encore indécis. Je te lis un passage : « Nous ne préconisons pas une troisième voie entre le capitalisme intégral et le socialisme totalitaire, cette troisième voie fut-elle même le « socialisme à visage humain ». Ce dilemme nous paraît dépassé. En effet les amateurs de « troisième voie » sont ceux qui cherchent à tout prix des compromis faciles ou qui s'évadent dans un rêve. Si notre analyse a été juste, le problème essentiel de la société française, notre problème, n'est ni celui de la croissance économique à tout prix, ni celui du régime politique ou du socialisme, mais l'ouverture à partir des réalités, de voies révolutionnaires, grâce à la constitution d'une capacité collective de changement, d'innovations, conditions indispensables d'un développement économique harmonisé et de toute démocratisation de la société. » Note au passage que même des journalistes « de gauche » qui ont écrit sur le congrès semblent s'être laissés prendre à ce vocabulaire incohérent et ne répugnent pas à qualifier de socialistes les auteurs du texte que je viens de te lire. Tu vois que le travail de clarification qui reste à faire n'est pas un luxe dans le C.N.J.A.

ROUGE : Justement, sur l'ensemble des problèmes qui ont été soulevés au congrès, quelles perspectives proposez-vous aux militants du C.N.J.A., mais aussi à l'ensemble des jeunes agriculteurs ?

J.H. : D'abord pour le C.N.J.A. : nous dénonçons la « lourdeur administrative » de l'appareil et nous ferons en sorte d'en dénoncer la nocivité au cours d'actions de masse que le B.N. ne manque jamais de freiner. Nous développerons aussi le plus possible d'actions susceptibles d'entraîner les jeunes agriculteurs, organisés ou non, dans le C.N.J.A., à l'échelon des cantons, et des départements qui ont gagné une liberté d'action beaucoup plus grande avec la crise du C.N.J.A. Par ailleurs, nous ferons tout pour renforcer le C.N.J.A. Par exemple, mon département, l'Hérault, lance à la rentrée une campagne de recrutement systématique auprès de tous les jeunes agriculteurs qui recevront un prospectus expliquant ce que nous proposons en matière agricole et paysanne, et expliquant ce qu'est et où en est le C.N.J.A.

Quant aux perspectives générales, nous mettons avant toutes choses l'accent sur un point : la rupture du dialogue avec le gouvernement. Les majoritaires tentent alors de nous présenter comme des jusqu'aboutistes puisque, disent-ils, des « réformistes sérieux » (la formule est dans le rapport) comme le P.C.F. et la C.G.T., n'ont pas cette position intransigeante. Mais ce n'est pas pour nous une raison suffisante pour nous faire céder sur une position de principe : le refus de la « participation » et de l'intégration proposées par le pouvoir. Nous nous battons ensuite contre l'expropriation des sols que mène aujourd'hui le grand capital. Nous revendiquons aussi la parité avec les autres secteurs d'activité. Mais la parité dont nous parlons concerne le travail du paysan qui doit être rémunéré en tant que travail. Nous n'entendons pas parité des prix agricoles et industriels, ce qui serait aujourd'hui une fausse revendication, ne répondant pas aux problèmes tels que les ressentent les paysans (et même les prix agricoles ne sont pas aussi élastiques que les prix industriels). Nous lutterons bien plus contre les diverses procédures de commercialisation qui existent par exemple sur le marché du porc et du vin. En résumé, disons que nous organisons nos revendications en faisant passer avant tout les questions qui touchent à l'amélioration des conditions d'exploitation et de travail dans celle-ci.

Bien sûr, nous ne dissocions pas ces propositions faites à l'ensemble des jeunes agriculteurs de positions politiques précises. Nous considérons de notre devoir de dénoncer jour après jour les « solutions moyennes », l'imagerie d'Épinal du « modèle suédois ». Nous rappellerons autant de fois qu'il le faudra que Servan-Schreiber, c'est l'agent de Man-sholt, c'est une carte de rechange de la bourgeoisie. C'est d'ailleurs un homme du parti radical, et pour nous les radi-

caux sont restés tels qu'ils étaient en 1907 : les agents de la répression contre l'insurrection paysanne du Midi. Dans beaucoup de régions, ce sont souvent les notables sociaux-démocrates qui ont remplacé dans leur rôle d'agents doubles de la bourgeoisie, les radicaux jeunes ou vieux. Eh bien, nous ferons en sorte de les discréditer encore plus qu'ils ne le sont aujourd'hui dans les campagnes. Enfin, nous ne resterons pas muets sur les caricatures du socialisme qu'a données et que donne encore la bureaucratie stalinienne. L'image qu'elle a forgée a fait à elle seule plus de mal, parmi les paysans, qu'un siècle de propagande réactionnaire contre le socialisme. C'est donc de notre devoir là encore que de parler aux agriculteurs d'une société socialiste où chaque producteur pourra participer à la prise de décisions concernant l'avenir des travailleurs.

ROUGE : Le C.N.J.A. n'est pas la seule organisation paysanne. Il y a la F.N.S.E.A. d'où il est sorti. Il y a aussi le M.O.D.E.F. qui a semblé aux dernières élections professionnelles, accroître son audience. Que penses-tu de ces autres organisations ? Quels problèmes leur existence pose au C.N.J.A. ?

J.H. : La F.N.S.E.A. est en train de subir un processus de « dégradation lente ». Ses cadres vieillissent. Sa capacité à « contenir » les actions de masse faiblit. Une minorité commence à s'organiser, essentiellement dans les pays de l'Ouest. Mais son audience politique n'a que très faiblement dépassé ces départements. Au delà, dans le Midi par exemple, il y a des minoritaires, mais minoritaires parce qu'activistes. En réalité il s'agit de « poujadistes » ou de ce qu'il en reste. Je te signale au passage que les majoritaires du C.N.J.A. revendiquent l'unité de tous les syndicats de la F.N.S.E.A., ce qui leur permettrait bien sûr de noyer les plus combattifs.

Quant au M.O.D.E.F., il a d'abord bénéficié de la crise du C.N.J.A. et de la F.N.S.E.A. Il a profité du fait que les dirigeants du C.N.J.A. se compromettaient de plus en plus avec le pouvoir. Mais à peu près partout où les C.D.J.A. opposants sont forts, il a systématiquement régressé. Il est vraisemblable que le M.O.D.E.F. va devenir la seule organisation avec laquelle le C.N.J.A. aura à faire. Notamment parce que dans certains départements il a recruté des jeunes, ce qui est nouveau. A chaque occasion nous ferons donc au M.O.D.E.F. des propositions d'action en commun.

Maintenant, il existe d'autres organisations paysannes dont tu n'as pas parlé. Ce sont les organisations locales ou régionales. Par exemple, chez moi, le Comité d'Action Viticole a une très grande importance dans les manifestations paysannes. Les initiatives qu'il prend passent avant celles de la F.N.S.E.A., du M.O.D.E.F. ou du C.N.J.A. Bien souvent ces organisations sont « tenues » par de grands propriétaires qui détournent à leur profit la combativité paysanne.

ROUGE : Justement, tu viens de parler des organisations régionales. Le problème des régions, Bretagne ou Occitanie, est un problème auquel les paysans sont très sensibles. Peux-tu expliquer pourquoi et comment vous l'intégrez dans votre lutte ?

J.H. : C'est un fait que la prise de conscience des paysans, sur tous les terrains, économique, politique, idéologique, se fait plus vite et mieux dans le cadre des régions. Mais il faut s'entendre sur le terme région : dans le C.N.J.A., un rapport de la région Provence-Côte d'Azur (majoritaire) s'intitule « Pour une politique régionale ». Les dangers de récupération par la bourgeoisie sont très grands dans ce domaine et les illusions réformistes nombreuses. Nous, nous constatons un progrès : jusqu'ici nous avions à faire en milieu paysan à des luttes très sectorielles et ultracorporatistes. Aujourd'hui, le problème régional permet de dépasser ce blocage. Il permet de mieux poser l'ensemble des problèmes. Il faut éviter de voir là dedans une astuce ou une curiosité folklorique. Quand le Comité Occitan s'empare des problèmes linguistiques, remet en usage l'occitan pour parler politique, il trouve un écho surprenant dans des villages du Languedoc. C'est parce qu'il renoue avec une tradition d'expression et de luttes paysannes qui a été perdue ou dévoyée par les notables. C'est une forme d'intervention que les révolutionnaires ne doivent pas négliger.

ROUGE : Une dernière question. Tu as évoqué les luttes sectorielles ou corporatives des paysans. Comment poses-tu concrètement le problème de la solidarité avec la classe ouvrière ?

J.H. : Pour nous c'est une question vitale. Nous pourrions faire de beaux discours et remporter la majorité au C.N.J.A., si nous ne faisons pas avancer la jonction des luttes paysannes avec celles des autres travailleurs, autant dire que nous n'aurons rien fait. Il faut être précis : nous ne considérons pas que les paysans sont en train de devenir progressivement et tout seuls, révolutionnaires. Mais personne aujourd'hui ne conteste que de plus en plus nombreux sont les paysans qui prennent conscience qu'ils sont impliqués dans une lutte de classes. C'est de là qu'il faut partir. Etre concret, en l'absence d'un parti révolutionnaire, c'est ne laisser passer aucune occasion où paysans, ouvriers, intellectuels ont la possibilité de faire la preuve qu'ensemble, ils peuvent faire déboucher une lutte en cours sur un recul du patron ou des forces de l'Etat bourgeois. Ce n'est pas une chose qui se fait toujours spontanément. Ça se prépare, en comptant avec les organisations syndicales et politiques. C'est dans cette perspective que le C.D.J.A. de l'Hérault a participé dernièrement à Montpellier, avec d'autres organisations syndicales ouvrières et enseignantes, au meeting contre la répression à l'appel du P.S.U. et de la Ligue Communiste.

blasco (pietro tresso)



Parmi les communistes victimes du stalinisme, le militant italien Pietro Tresso (alias Blasco) est toujours laissé dans l'ombre par ceux qui, s'ils ont « renié » Staline, ne font, par leur silence, qu'assassiner une deuxième fois ce révolutionnaire, communiste de la première heure et qui continua, face à la dégénérescence stalinienne, son combat pour le socialisme dans les rangs de l'opposition trotskyste.

Blasco, né en 1893 d'une famille pauvre, commença à travailler dès l'âge de 9 ans comme apprenti-tailleur et entra dans les Jeunesses socialistes à l'âge de 14 ans. Autodidacte, il fut envoyé par la Chambre du Travail à Milan pour suivre des cours de législation ouvrière pour dirigeants syndicalistes. Il est dès cette époque influencé par les idées marxistes développées en Italie par Labriola. Pendant la première guerre mondiale, reconnu comme « élément dangereux » par la bourgeoisie, il est envoyé au front où il reste 33 mois dans un bataillon disciplinaire.

Au retour du front, il milite dans l'aile gauche du parti socialiste et participe au Congrès de Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste Italien. Il montre ses grandes qualités d'organisateur et participe activement aux débats politiques du Parti. Il est alors fervent partisan des positions du dirigeant Amedeo Bordiga.

Il dirige à Milan le Syndicat Rouge. En 1922 et 1923, il représente la fraction communiste italienne auprès de l'Internationale Syndicale Rouge à Moscou. Il se rapproche de Gramsci qui est alors délégué à l'exécutif de l'Internationale Communiste.

Quand il rentre en Italie, où il est chargé de l'organisation du Parti, Gramsci se trouve à Vienne, et une correspondance suivie s'établit entre les deux militants. Gramsci réussit à amener Blasco sur les positions de l'I.C. et au Congrès de Lyon en 1926 — celui où les thèses gauchistes de Bordiga sont condamnées — Blasco est élu membre suppléant du Comité Central. La répression fasciste décime les instances dirigeantes du Parti et Blasco est presque aussitôt coopté au Bureau Politique. Il réorganise avec Ravazzoli la Confédération Générale du Travail clandestine. Alors qu'une grande partie des dirigeants communistes est déjà en exil, Blasco organise en Italie la propagande clandestine contre le fascisme. Mais traqué par la police de Mussolini, il est bientôt obligé de quitter l'Italie pour la Suisse, puis la France où, après 1928, il dirige les cadres des groupes communistes de langue italienne.

Malgré son isolement et la répression qui le frappe, le Parti communiste italien subit, comme tous les partis de

l'Internationale, les tournants imposés par la direction stalinienne, mais non sans heurts. La première opposition, celle droite de Tasca — qui s'oppose à l'extermination des koulaks en U.R.S.S. — est exclue du parti en 1927. Togliatti, s'il n'est pas encore totalement aligné sur les positions stalinienne, montre en cette occasion qu'il en a déjà assimilé les méthodes. De violentes attaques sont lancées de Moscou contre ce Parti par trop récalcitrant. En effet, alors que dans l'Internationale règne la théorie du social-fascisme et que la « bolchévisation » a étouffé toute démocratie interne, la direction du P.C.I. hésite à aller plus loin dans ses attaques contre les socialistes. Les oppositions continuent à se manifester, particulièrement chez les communistes restés en Italie et qui voient les ravages que peut causer la ligne de l'Internationale stalinienne.

Tous les textes du P.C.I. sont épiluchés, critiqués, les thèses de Gramsci condamnées comme hérétiques. Togliatti qui, en bon opportuniste, voit les risques qu'il encourt, et la fin de sa vie politique, renie son camarade des premiers jours de Turin, et s'aligne totalement sur les positions stalinienne. Dès lors la situation en Italie est considérée comme éminemment révolutionnaire, la moindre gifle donnée par un ouvrier à un fasciste est présentée comme une explosion révolutionnaire, et le Parti prépare l'insurrection armée. Mais l'appareil du Parti est paralysé et le Bulletin du P.C.I. imprimé en France n'arrive même pas en Italie. Blasco, qui garde des contacts étroits avec l'Italie par sa femme Barbara, mesure l'étendue du désastre. Les masses réprimées par des années de terreur fasciste ne sont pas prêtes. Il se lance, avec ses camarades Ravazzoli et Leonetti, dans une violente bataille politique contre les thèses d'Ercoli (Togliatti), et élabore un contre-projet organisationnel. Ce qu'il reproche principalement à Ercoli, c'est son application mécaniste de la ligne de l'Internationale et sa méconnaissance de la véritable situation italienne. Il mène d'abord sa bataille dans la réunion du B.P. de février 1930 à Paris où étaient présents, Ercoli, Longo, Camilla Ravera, Blasco, Santini et Feroci (Tresso, Ravazzoli et Leonetti — connus comme l'opposition des « Trois ») et Secchia, représentant les Jeunesses communistes et n'ayant qu'une voix consultative. L'opposition et la « majorité » étaient donc à égalité au sein du B.P. Mais les thèses d'Ercoli, alignées sur Moscou, devaient passer à tout prix. La « majorité » considéra donc la voix consultative de Secchia comme valable et exclut l'opposition du Bureau Politique. Au Comité Central de Mars, les « Trois » menèrent leur dernière bataille au sein du Parti. La « bolchévisation » avait été efficace et toute velléité d'opposition s'était évanouie dans l'organisme

dirigeant. Isolés, ils furent exclus du Parti Communiste. Les pratiques stalinienne étaient alors bien rôdées dans le P.C.I., et après son exclusion Blasco reçut à Paris la visite du brave Secchia qui venait « récupérer » tout ce que le Parti lui avait donné, le laissant sans rien, sans papiers même (il vivait avec des faux papiers fournis par le Parti). Avec son appartenance au Parti, il perdait tout, jusqu'à son identité, mais gardait intacte sa foi révolutionnaire. Il reprit son métier de tailleur et entreprit immédiatement d'entrer en contact avec ceux qui continuaient en France le combat révolutionnaire, avec le mouvement trotskyste représenté alors par la Ligue Communiste. Il acquiert rapidement des tâches de direction dans l'opposition trotskyste internationale. Suivant les directives de Trotsky, il entre dans la S.F.I.O. et fait bientôt partie de son Conseil Général, représentant la tendance pour la IV^e Internationale. Pendant toute cette période, il s'attache particulièrement à organiser sur des bases marxistes révolutionnaires les ouvriers italiens émigrés et produit de brillantes analyses de la situation italienne et des tâches des révolutionnaires. Il participe à la fondation de la IV^e Internationale en septembre 1938 et milite dans sa section française, le P.O.I. (Parti Ouvrier Internationaliste). Pendant la guerre, il organise la résistance à Marseille où il se fait arrêter en 1941 par la police vichyssoise. Il est condamné le 30 septembre 1942 à 10 ans de travaux forcés et est transféré avec une dizaine d'autres militants trotskystes à la prison de Puy-en-Velay. Il est emprisonné avec des stalinien qui avaient reçu ordre de mettre en quarantaine les militants trotskystes. L'atmosphère de la prison était alourdie par la haine farouche que se portaient les militants des deux tendances. Mais Blasco qui, comme devait le dire un de ses camarades de prison, avait reçu autant de coups des fascistes que des stalinien, surmonta cette nouvelle épreuve. Le 2 octobre 1943, les partisans français libèrent tous les prisonniers du Puy-en-Velay. On ne trouve plus trace de Blasco après ce jour. Mais au cours des recherches effectuées par sa femme et ses camarades auprès des maquisards et des habitants de la région, tous les témoignages recueillis concordent. Les prisonniers du Puy-en-Velay n'avaient en fait pas tous été libérés. En effet, les militants trotskystes se trouvaient dorénavant prisonniers des maquisards stalinien. Après l'avoir « liquidé » politiquement, les stalinien ont parfait leur basse œuvre en le faisant « disparaître ».

Pour tous les militants révolutionnaires d'aujourd'hui, pour tous ceux qui luttent contre la domination bourgeoise et le carcan stalinien, Blasco est un exemple, l'exemple d'un militant qui a donné toute sa vie et est mort pour le socialisme.

à propos de notre dernier article sur lutte ouvrière

A propos du dernier article sur « Lutte Ouvrière » la rédaction de « Rouge » a reçu d'un lecteur la lettre suivante :

J'ai été assez choqué à la lecture de votre dernier numéro de « Rouge », par le ton de l'article « d'un certain » Serge Niémetz « que nous n'avions pas l'honneur de connaître ». Dans le contexte de vos rapports actuels avec « Lutte Ouvrière » pour une éventuelle fusion des deux organisations pareille agressivité de langage paraît mal opportune — et par ailleurs quelque peu déplacée. Il est probable qu'on ne pourra accuser en retour Niémetz « d'ignorance crasse », mais il aurait mieux fait de répondre sur le fond à l'article fort contestable de Durburg, plutôt que de s'inquiéter de « l'avenir de celui-ci » ou de son « incapacité ». La polémique, soit. Mais il s'agit d'injures gratuites !

En espérant que de tels articles ne sont qu'un accident, recevez, chers camarades mes salutations révolutionnaires.

S. C.

Nous reconnaissons franchement que les critiques formulées dans cette lettre sont justifiées. La forme de l'article était exécrable et, de ce fait, nuisait à la démonstration qu'il devait faire.

Profitant de l'occasion qui nous est fournie par cette lettre de lecteur, nous voudrions revenir sur l'attitude des trotskystes pendant la guerre mondiale, un point absolument décisif échappant aux camarades de Lutte Ouvrière quand ils écrivent :

« On ne peut guère savoir si la Ligue se place rétroactivement dans le camp de l'internationalisme ou dans celui de la Résistance aux côtés des impérialistes alliés... (Le P.C.I. mena une politique) dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle fut ambiguë vis-à-vis de la Résistance. » (N° 104).

La publication de *Arbeiter und Soldat* et, en conséquence, la mort de militants français et allemands ne suffisent-elles pas pour que Lutte Ouvrière demande si les camarades du P.C.I. étaient alors des internationalistes ?

Mais, dit Lutte Ouvrière, n'y a-t-il pas eu des déviations ? Il y en a eu mais pas toutes en direction opportuniste, il y en eut aussi dans une direction sectaire voisine de celle que semble préconiser rétrospectivement Lutte Ouvrière. Mais, la façon dont ces camarades posent la question — ou internationalisme ou participation à la Résistance « aux côtés » des impérialistes alliés — est simpliste car elle ne saisit pas la situation à l'époque.

La deuxième guerre mondiale n'était pas la simple réédition et continuation de la

première qui était uniquement une guerre entre impérialismes où la seule politique correcte était le défaitisme révolutionnaire préconisé par Lénine.

La deuxième guerre mondiale combinait deux guerres, l'une une guerre entre impérialismes, l'autre une guerre entre l'impérialisme allemand et l'Union soviétique où l'existence du seul Etat ouvrier de l'époque était en cause (1). Les marxistes révolutionnaires étaient défaitistes par rapport à tous les impérialismes opposés ; mais, ils étaient aussi pour la défense de l'U.R.S.S. et pour la défaite de l'impérialisme allemand face à l'U.R.S.S. Or, la défense de l'U.R.S.S. ne pouvait être limitée au seul front oriental, elle pouvait et devait être menée partout où l'impérialisme allemand puisait des forces, c'est-à-dire aussi dans les pays européens occupés par ses forces armées.

Comment défendre l'U.R.S.S. sans pour cela servir les impérialismes démocratiques ? Il n'était pas simple de définir une politique de combat qui devait inévitablement être une résistance « aux côtés » de celle poursuivie au profit des impérialismes alliés, tout en étant politiquement indépendante de celle-ci. Ceci, à la différence des stalinien, qui, en France par exemple, ont accepté la direction de de Gaulle, comme si celui-ci ainsi que Roosevelt et Churchill menaient la guerre pour défendre l'Union soviétique. Il était d'autant plus difficile de définir une telle politique que les organisations se trouvaient dans la clandestinité, avec tout ce que cela entraîne qui favorisa les déviations.

Après des luttes intérieures qui ont trouvé leur expression dans les publications de

l'époque, les déviations furent rectifiées au cours même de la lutte clandestine. Nous avons répondu à des critiques semblables à celles de Lutte Ouvrière dans notre livre *La Quatrième Internationale en reproduisant précisément l'autocritique de l'époque (pages 47-49).*

Les camarades de Lutte Ouvrière qui ne disent pas quelle politique concrète il fallait suivre à l'époque, qui n'ont à notre connaissance jamais rendu hommage aux camarades qui sont morts pour le trotskysme, même quand ils pouvaient commettre certaines erreurs, ne sont probablement pas satisfaits par cette autocritique, mais pour une raison aisée à comprendre : ils ne saisissent pas la complexité de la question posée par la deuxième guerre mondiale. Il en est hélas de même très souvent d'autres questions compliquées — et il n'en manque pas — qui se posent de nos jours. Tout ce qui n'est pas le prolétariat, tout ce qui de ce fait n'est pas socialement « pur », toute lutte qui dépend de direction stalinienne, petite bourgeoise, nationaliste, entre pour eux dans la catégorie « capitaliste », et doit être condamnée et dénoncée. Qu'il est facile à ce compte là d'être « marxiste » et combien devient aisé le travail d'élaboration théorique et politique du parti révolutionnaire ! Mais cela conduit aussi à l'absentéisme dans bien des luttes sociales de notre époque.

Pierre FRANK.

(1) Lutte Ouvrière reconnaît l'U.R.S.S. comme un Etat ouvrier qu'il faut défendre.

solidarité avec les militants emprisonnés

le secours rouge communique

Le Secours rouge, organisme de défense de militants politiques et syndicaux, fait connaître, dans un communiqué, le sens que les détenus eux-mêmes attribuent à leur action :

- Nous réclamons la reconnaissance effective de notre qualité de détenus politiques. Nous ne revendiquons pas pour autant des privilèges par rapport aux détenus dits « de droit commun » : à nos yeux, ils sont des victimes d'un système social qui, après les avoir produits, se refuse à les rééduquer et se contente de les avilir et de les rejeter. Bien plus, nous voulons que notre combat, dénonçant le scandaleux régime actuel des prisons, serve à tous les prisonniers.

- En réclamant cette reconnaissance de notre qualité de détenus politiques, nous ne faisons qu'exiger le maintien d'une tradition arrachée par les luttes et les sacrifices du passé.

- Force est de constater en effet que le régime actuel n'a cessé de réduire les droits reconnus par cette tradition, sous prétexte de ne pas vouloir reconnaître l'existence même de détenus politiques dans les prisons d'Etat.

- En aucun cas une telle démarche ne signifie une acceptation du principe même de notre détention. Nous affirmons que nous continuerons à lutter dans le camp du peuple, contre ce régime qui se réclame de la participation et pratique la répression et l'oppression.

Le Secours rouge appelle enfin « tous les militants qui luttent contre la répression à soutenir l'action des camarades emprisonnés et à développer une campagne populaire de lutte contre le régime actuel des prisons ».

Trente militants maoïstes emprisonnés font la grève de la faim depuis le 1^{er} septembre 1970. Ils entendent ainsi protester contre les conditions de détention qui sont faites à de nombreux militants gauchistes incarcérés : sur la centaine de militants emprisonnés aujourd'hui à Paris et en province (la plupart en détention préventive), une quarantaine seulement bénéficient des conditions de détention dites « spéciales » :

- Possibilité de lire trois quotidiens d'information, trois périodiques et des livres publiés en France ;
- Droit de détenir un poste de radio ;
- Droit, depuis peu de temps, à quatre visites (au lieu de deux) d'une demi-heure environ chaque semaine, de la part des membres de leur famille.

Ce régime « spécial », établi à l'époque de la guerre d'Algérie, relève du plus total arbitraire : le ministre de la Justice « peut » l'octroyer, intégralement ou partiellement, selon son bon vouloir. Le bon vouloir ministériel est déterminé par trois éléments d'inégale importance : la « tradition » pénale qui se veut libérale dans les délits de presse ou de légère atteinte à la sécurité de l'Etat ; le souci d'humanité du ministre de la Justice ; et surtout la pression exercée par l'action de masse et son impact sur l'opinion publique.

Dans les conditions présentes, M. René Pleven, Garde des Sceaux depuis 1969, refoule durement son bon cœur : de nombreux militants inculpés, notamment devant les tribunaux correctionnels ou déjà condamnés par eux, sont soumis au régime de droit commun. C'est le cas notamment de Michel Julien, scandaleusement condamné le 25 juin à 5 mois de prison ferme pour avoir tracé un slogan sur le pont de Choisy. Lorsqu'on pense au barbouillage systématique auquel se livre l'U.D.R. à Bordeaux (et ailleurs) sous l'œil bienveillant de la police locale, on saisit ce qu'est la justice de classe.

Il est scandaleux que des militants emprisonnés pour leur action politique soient astreints à un régime pénal qui les coupe complètement du monde extérieur (ni radio, ni journaux, livres de la bibliothèque de la prison, visites familiales espacées, etc.) et les condamne à l'isolement et à l'oisiveté. Tel est le régime abrutissant qu'ont subi nos camarades Devaux, Hervé et Trouilleux. La lutte des militants emprisonnés pour la généralisation du « régime spécial » appelle un soutien sans réserve de toute l'extrême-gauche révolutionnaire et des organisations du mouvement ouvrier. A terme, elle introduit une campagne de dénonciation politique du régime pénitentiaire français, barbare et failli, comme le montrent à l'évidence les rapports de l'administration pénitentiaire elle-même, rédigés pour la préparation du VI Plan.

Dans le cadre des organisations du Secours Rouge, les militants de la Ligue Communiste ne négligeront aucun effort pour mobiliser l'opinion publique contre les conditions de détention faites aux militants emprisonnés. Ils feront en sorte que cette campagne de défense des libertés démocratiques (à laquelle s'intègre bien évidemment la défense de la liberté de la presse gravement atteinte par les saisies de « la Cause du Peuple », de « la Tricontinentale », de « l'Idiot International », et l'inculpation de François Mitterrand) soit prise en charge également par les organisations du mouvement ouvrier. Les comités de base du Secours Rouge doivent prendre contact avec les unions locales des syndicats, les sections locales du Parti Socialiste, de la C.F.T., etc., mais également du P.C.F. et de la J.C., afin de promouvoir une action commune de grande ampleur, en vue de contraindre le ministre de la Justice à généraliser le « régime spécial » à tous les militants détenus. Sur ce mot d'ordre, les travailleurs auront du mal à comprendre que leurs « représentants » se défilent. Ainsi, nous préparons le terrain à une campagne centrale de dénonciation de la justice bourgeoise, lors des procès des militants maoïstes annoncés pour cet automne.

H. WEBER.

pointes rouges

LES DROITS (ROMAINS) DE LA PERSONNE HUMAINE... ...DES RELIGIEUSES DU KERALA

Un sale coup pour les moralistes du Vatican que cette affaire de traite de petites filles du Kerala pour et par les couvents d'Europe en mal d'effectifs, du fait de la crise de vocation dans le catholicisme européen !

L'ordre va être remis dans les choses. Le Vatican enquête lui-même. On n'est jamais si bien servi... (Heureux précédent ! Nous proposons que l'on charge les autorités de Pékin de mener l'enquête sur la Gauche prolétarienne).

Mais, déjà, on sait que cette affaire de traite d'indiennes n'était que vile calomnie. D'abord, on ne les a pas achetées. On a seulement payé leurs frais de voyage. Seulement, voilà, au Kerala, la vie d'une jeune fille pauvre, ça ne vaut pas cher ! Et comme il lui faut une dot pour se marier, que rester célibataire est déshonorant pour une femme, que les autorités religieuses catholiques veillent au maintien des structures sociales les plus réactionnaires, que les salaires payés à celles qui deviennent là-bas institutrices laïques dans les institutions religieuses sont inférieurs aux normes déjà très basses fixées par le gouvernement (tout cela d'après Mme Charlotte Vaudeville, in *Le Monde* du 19-8-70) elles peuvent être volontaires les pauvres petites, cela n'empêche pas que, même aussi joliment camouflé, ce soit bel et bien de la traite, d'autant que « la jeune novice qui désire quitter le couvent se heurte habituellement à l'opposition farouche de sa famille, de son curé, ou des prêtres qui l'ont placée là où elle est, enfin à la crainte de l'ostracisme social ». Quitteraient-elles le couvent, d'ailleurs, où iraient-elles ?

On fera donc sûrement la preuve de leur libre détermination. Mais le problème n'est pas que ces mineures « choisissent volontairement »... la seule voie que l'on laisse ouverte devant elles : il est la création du piège par ce néo-colonialisme catholique d'un type spécial.

CAGES RAISONNABLES

Nous ne croyions pas si bien dire ! Frank Borman, l'astronome-homme-sandwich de la civilisation américaine a déclaré à Saïgon que « le bruit fait autour des « cages à tigre » de Poulo-Condore, avait été démesurément grand aux Etats-Unis » et que les conditions de vie des détenus, sur ce que l'on appelle là-bas l'île de l'Enfer, sont « raisonnables ».

De deux choses l'une : ou Borman s'est laissé promener et berné par les autorités fantoches et les geôliers de l'île, et il n'est qu'un imbécile de la pire espèce ; ou il sait la vérité d'une manière ou d'une autre, et c'est une pure canaille. A moins qu'un peu des deux...

Si les dirigeants de Hanoï décidaient de prendre sa norme du raisonnable à leur compte, et de fabriquer des « cages à tigre » pour y enfermer, à raison de six ou huit hommes par cage, la racaille des aviateurs, assassins de femmes et d'enfants, qu'ils ont en leur possession, qu'est-ce que dirait le prestigieux Borman ?

Mais il est probablement sacrilège de comparer de misérables « Viets » avec de nobles citoyens de la grande Amérique.

L'AXE HUSAK-LON NOL

Il aura fallu plus de trois semaines pour que le gouvernement soi-disant communiste de Tchécoslovaquie règle à la façon du juge de l'Huitre et les Plaideurs le conflit qui opposait les deux représentations du Cambodge, celle de la clique Lon Nol et celle du Funk (Front uni national de Kampuchea) sur l'attribution des locaux de l'ambassade de Prague, occupée le 10 mai par un secrétaire rallié au Front, M. Ghanty, et des étudiants Khmers. Pour préserver leurs bonnes relations avec les archi-réactionnaires de Phnom-Penh, les autorités « communistes » n'ont pas hésité à faire le siège de l'ambassade, privant un moment d'eau, d'électricité et de vivres les révolutionnaires qui s'y étaient retrans-

chés. Finalement, un accord s'est fait avec ceux-ci, qui évacuent l'ambassade, laquelle sera affectée à un autre emploi, et les deux représentations diplomatiques du Cambodge s'installant dans d'autres locaux.

Jamais encore le double jeu des staliniens n'avait si bien montré sa véritable texture. Il est vrai que les révolutionnaires cambodgiens les ont mis sans façon au pied du mur. Comme l'on sait que l'attitude du gouvernement Husak est dictée de Moscou, on a ainsi un raccourci exact de la politique de coexistence pacifique dont nous avons traité par ailleurs dans ces colonnes.

Mais cela éclaire aussi la nature du régime de Prague : porte-coton des bureaucrates du Kremlin, se souillant jusqu'au nez dans leur ordure contre-révolutionnaire.

JE LES TUE TOUS... MAIS ILS ME FONT MAL

Bilan de Spiro Agnew, commis voyageur de Nixon, au terme de son périple sud-asiatique : « Plus de 50 % de toutes les forces vietnamses et nord-vietnamiennes au Cambodge ont été éliminées... » Mais... « les communistes prendraient Phnom-Penh en une minute s'ils estimaient pouvoir le faire. » On peut déduire que s'ils ne peuvent pas, les pauvres, c'est qu'on en a trop tué. Heureusement pour les U.S.A., car ses alliés sont si vaillants qu'une minute suffirait à les mettre en fuite.

Mais encore... « si le Cambodge tombe entre les mains des Nord-Vietnamiens, et si ceux-ci sont à même de s'y installer fortement et de ravitailler leur sanctuaire via Siha-noukville, les retraits de troupes au-delà de 150.000 hommes annoncés pourraient bien ne pas être aussi ambitieux que ceux qui sont actuellement envisagés ».

Comment expliquer que les vaincus soient si forts ? Peut-être, entre autres raisons, parce que les Sud-Vietnamiens vendent aux Khmers leurs fusils américains, comme le faisaient aux communistes chinois les généraux de Tchang Kai-chek. Mais surtout, sans doute, parce qu'Agnew fanfaronne, et qu'une partie de ses victimes, fort heureusement pour la révolution, se porte bien.

les difficultés du plan rogers

Nous ne reviendrons pas sur le but réel du plan Rogers qui est de bloquer le processus révolutionnaire au Moyen-Orient et pour cela de liquider la résistance palestinienne à la faveur d'un règlement pacifique, ni sur la situation politique qui a permis l'engagement des pourparlers de paix (cf. « Rouge » n° 77).

Nous allons essayer d'analyser très brièvement les difficultés que rencontre sa mise en application et surtout ses conséquences politiques.

Tout d'abord il n'est pas inutile de rappeler les bases sur lesquelles se négocie l'accord, à savoir :

- retrait d'Israël des territoires occupés ;
- reconnaissance par les Etats arabes d'Israël ;
- règlement « juste » du problème palestinien ;

c'est-à-dire à des nuances près, la résolution du Conseil de Sécurité du 22 novembre 1967.

Si l'on peut penser que, du fait de sa politique depuis 1967, le plan Rogers est réellement voulu par Nasser (et donc par la majorité des Etats arabes : Jordanie, Lybie, Liban), on sait que l'acceptation du gouvernement israélien est due à la pression des U.S.A., et dans une bien moindre mesure, d'une partie de l'opinion publique israélienne qu'on aurait vu se manifester récemment à propos de l'affaire Goldmann.

Ne s'intéressant que peu au problème palestinien, (qui est une affaire intérieure arabe) et sachant que la reconnaissance d'Israël sera faite à plus ou moins long terme par Nasser, le gouvernement israélien faisait opposition au plan Rogers (jusqu'à ce que U.S.A. obligent...) pour la raison essentielle que celui-ci implique l'abandon de la quasi-totalité des territoires occupés par Israël depuis 1967.

Nous ne pensons pas que les difficultés que fait le gouvernement israélien à la mission Jarring viennent d'une violation du cessez-le-feu de la part de l'Egypte : Israël sait que les U.S.A. (dont c'est l'intérêt) garantiront l'équilibre du rapport de forces au Moyen-Orient.

La crise qui secoue actuellement le gouvernement israélien (les partis et la société israélienne) vient de ce qu'il doit abandonner la politique expansionniste en cédant la majeure partie des territoires occupés (où il avait déjà créé, notamment, des kibboutzim).

Ainsi à Jérusalem a déjà eu lieu un rassemblement de plusieurs milliers de personnes organisé par le « Mouvement contre le retrait des territoires sous administration israélienne » (1), auquel assistaient des membres du Parlement, parmi lesquels des représentants de la coalition gouvernementale (Mapai, Mapam) pour protester contre l'acceptation du plan Rogers par le gouvernement israélien.

Cependant, si actuellement le gouvernement israélien fait tout ce qu'il peut pour retarder les négociations, qu'il n'a pu empêcher, il est peu probable qu'il casse ces négociations, car cela aurait évidemment pour conséquence une aggravation extrêmement importante de la situation politique et militaire dans l'ensemble du Moyen-Orient.

Cette question des territoires occupés est fondamentale pour Nasser : car s'il peut faire (malgré son intransigence verbale actuelle) des concessions territoriales de détail, il lui est indispensable d'obtenir l'évacuation de la quasi-totalité des territoires occupés, et cela pour plusieurs raisons : — d'abord, et c'est évident, il s'agit d'effacer les « séquelles » de l'agression sioniste vis-à-vis de l'opinion arabe ; — d'autre part, le règlement « juste » du problème palestinien envisagé par Nasser est, très probablement, la création d'un Etat palestinien comprenant la Cisjordanie et la bande de Gaza.

En effet, même si la résistance palestinienne était écrasée dans des affrontements en Jordanie, vu l'impact qu'elle a eu depuis 1967 et dans le monde arabe et au niveau international, il serait difficile (surtout pour Nasser) de liquider le problème des Palestiniens en traitant ceux-ci uniquement comme des réfugiés qu'il faut indemniser... cela serait trop lourd de conséquences à court terme.

Si les négociations se poursuivent on peut penser que ni les grandes puissances, ni même finalement le gouverne-



ment israélien ne s'opposeraient à la création d'un Etat palestinien, à condition évidemment que les Palestiniens renoncent définitivement à toute revendication territoriale à l'égard d'Israël, reconnaissent Israël, etc.

De plus, du fait de l'impact qu'a le plan Rogers, et d'un certain essoufflement de la résistance palestinienne, l'annonce au moment opportun de la création d'un Etat palestinien apparaîtrait comme une solution crédible à toute une partie de l'opinion palestinienne et arabe non convaincue de la possibilité pratique de vaincre l'Etat sioniste et de le forcer à transformer ses structures de manière à satisfaire leurs revendications fondamentales.

C'est sans doute le meilleur moyen dont dispose Nasser pour détacher une partie des Palestiniens des organisations de résistance, pour provoquer une crise dans la résistance et dans les masses palestiniennes (notamment en dissociant les réfugiés originaires de Cisjordanie — qui retrouveraient ainsi leurs foyers — de ceux des régions sur lesquelles s'est établi Israël en 1948).

Actuellement, la totalité de la résistance palestinienne rejette catégoriquement cette pseudo-solution, mais il n'est pas sûr du tout que si ce problème se pose encore plus concrètement, du fait du déroulement des négociations, cet abcès soit définitivement percé.

La question de la lutte pour le renversement du pouvoir jordanien est posée de manière critique à la résistance palestinienne. On sait en effet que l'application du plan Rogers nécessite (du fait de la clause impliquant la reconnaissance d'Israël) la liquidation de la résistance, or, c'est en Jordanie que la résistance est la plus puissante. Depuis juin 1967 Hussein a cherché à plusieurs reprises à liquider la résistance (véritable Etat dans l'Etat) mais celle-ci a toujours pu lui résister en mobilisant les masses jordano-palestiniennes sans toutefois donner à sa lutte une dynamique en vue de la prise du pouvoir jordanien.

Actuellement, on peut donc dire que la liquidation de la résistance palestinienne est à l'ordre du jour pour le gouvernement jordanien (en cela exécuteur des basses œuvres de l'impérialisme U.S. et de Nasser), car elle conditionne l'application du plan Rogers.

Celui-ci prend d'ailleurs ses dispositions :

- Rappel de Chérif Ben Jémil, commandant des forces armées démis de ses fonctions, suite à un ultimatum de la résistance, après les affrontements de juin dernier ;
- Concentration des blindés autour d'Amman et patrouilles de l'armée dans celle-ci ;
- et déjà des premiers affrontements ont eu lieu la semaine dernière à Amman.

Quel est le rapport de force actuellement en Jordanie, entre la réaction et la résistance ? Les renseignements actuels ne nous permettent pas de le dire, ce que l'on peut par contre affirmer c'est que cette situation est sûrement la plus grave à laquelle ait eu à faire face la résistance et que l'affrontement à venir sera décisif.

Face aux tentatives de liquidation effectuées par le pouvoir jordanien (appuyé par l'impérialisme et Nasser dans le cadre du plan Rogers), face à la tentative de création d'un Etat palestinien sous l'égide de Nasser, la seule réponse possible pour la résistance est la mobilisation des masses palestiniennes, jordaniennes, en vue d'un renversement total du régime royal hachémite par une révolution affirmant ses buts sociaux et nationaux inter-arabes et installant des structures révolutionnaires dans la Jordanie actuelle : un coup de fouet d'une portée immense serait ainsi donné aux développements ultérieurs de la révolution arabe.

A. JOURDAN.

lettre du moyen-orient

Toutes les forces politiques douteuses et en tout cas suspectes se dressent aujourd'hui pour donner des leçons de révolutionnarisme, sinon des conseils de modération à la Résistance palestinienne.

Des forces réactionnaires, avec à leur tête des petits-bourgeois tels Nasser ou Kadhafi et des « communistes » staliniens, tels Brejnev, Nicolas Chaoui (secrétaire général du P.C. libanais), en passant par les divers nationalistes arabes, se hâtent aujourd'hui de défendre les régimes anti-impérialistes (?) arabes en prétextant que... « la guerre ruine les peuples et la paix leur permet d'élever leur niveau de vie et en tout cas de développer leur bien-être... »

La paix dont parlent ces forces éprouvées n'est rien d'autre que la préservation de leurs privilèges et de leurs intérêts menacés par le mouvement révolutionnaire arabe montant, avec à sa tête, la résistance palestinienne dont le rôle pendant plus de trois ans a montré une nouvelle voie de libération nationale arabe et a incontestablement créé un fait irréversible : celui d'avoir démontré aux masses arabes que la lutte armée, la guerre populaire étaient la seule et unique voie pour leur libération nationale et sociale.

N'en déplaise aux P.C. staliniens de tout poil et particulièrement au P.C. libanais qui, dans son éditorial (1) abordant les événements de Saïda (2), précisait :

« ... les importantes tentatives faites par les forces réactionnaires, à Saïda et dans tout le Liban, contre la résistance palestinienne, ainsi que le retour aux accusations et aux dénaturations contre elle... furent appuyées par les éléments trotskystes aventuristes qui poussaient au piège la résistance palestinienne et les masses nassériennes. Ces éléments ont contribué à donner aux forces réactionnaires des possibilités de menaces et de créer une vague de haine contre la résistance palestinienne pour mieux la frapper... » Les éléments trotskystes aventuristes (?) ont effectivement contribué avec la résistance palestinienne et la jeunesse de Saïda — par la mobilisation de la milice populaire — à faire échec au véritable piège qu'avait tendu le 2^e Bureau et le nassérien Maarouf Saad, tirant ainsi une riche leçon des événements de Kahala.

Qu'a fait le P.C. à Saïda, sinon inviter la Résistance et ses militants à éviter le « piège » ?

Mais le P.C. libanais n'en est pas à sa première trahison. Outre le fait qu'il soutient le plan Rogers, tout en le considérant comme colonialiste, il s'abstient d'intervenir dans les luttes politiques de classes au Liban, et préfère soutenir d'abord Chehab, puis Joumbat le progressiste (?) contre toutes les organisations révolutionnaires libanaises... Laissons le P.C. tirer les conclusions de la décision prise par Joumbat de lever l'interdiction qui le frappait depuis des années...

L'EVOLUTION DE LA SITUATION POLITIQUE

Après son retour du Caire, le roi Hussein se sent plus fort que jamais. Aucun communiqué commun n'a été diffusé après sa rencontre avec Nasser, mais le discours qu'il a prononcé il y a quelques jours est sans ambiguïté une menace.

Il est clair, pour tous ceux qui l'ont vu à la télévision, que ce discours remplaçait le communiqué commun tant attendu par la presse bourgeoise.

Trois axes se dégagent de ce discours :

1) L'acceptation du plan Rogers est irréversible puisque nous avions déjà, au lendemain de la guerre de Juin 67, accepté la résolution du 22 novembre ;

2) Aujourd'hui, l'appui dont nous disposons à l'échelle régionale (Nasser) et internationale (U.S.A., U.R.S.S., « celle-ci étant, depuis toujours l'amie des Arabes (sic) ») est assez réconfortant pour que nous nous sentions forts, même plus forts que jamais : « ... notre armée valeureuse est chez elle, elle peut circuler quand elle veut, où elle veut... » ;

3) « Nous frapperons fort contre toute tentative ayant pour but de briser notre « unité nationale », ou qui aurait la prétention de ne pas reconnaître la seule autorité du pouvoir légal... »

Les positions étant ainsi définies, les plans contre-révolutionnaires sont mis en pratique.

Aussi dès que les fedayin apparaissent en ville, collant des affiches ou distribuant des tracts, des coups de feu retentissent dans leur direction.

L'autre jour, devant la poste centrale en plein centre d'Amman, des fedayin du F.P.D.L.P. furent lâchement attaqués par les forces spéciales et l'armée.

Ces événements ne sont pas isolés, d'autres ont eu lieu, que ce soit au Liban ou en Jordanie ; certes, ce n'est pas encore le grand affrontement, mais ce sont les premières escarmouches.

Jusqu'à présent, toute la résistance palestinienne a répondu immédiatement, mais peu après, des tractations au niveau le plus élevé ont eu lieu ; même les commissions ou comités mixtes institués après les événements du 6 juin 70 font leur réapparition.

Nous reviendrons dans une prochaine lettre sur la résistance palestinienne après la réunion extraordinaire du Conseil National Palestinien, face au plan Rogers et à la solution négociée.

CORRESPONDANT.



(1) « Al Akhbar », hebdomadaire politique du P.C. libanais, n° 838, 30-8-70.

(2) Les événements de Saïda (Liban) ont été provoqués par le 2^e Bureau libanais (et ce n'est un secret pour personne).

un voyage en asie

Il fut un temps où les voyages de dirigeants américains dans les pays du Sud-Est asiatique prenaient volontiers l'allure de tournées des vaisseaux de l'Empire, avec colliers de fleurs à l'arrivée, accueil chaleureux, etc. Depuis quelques mois, plus précisément depuis le discours de Nixon à Guam, les rapports se tendent quelque peu entre les fantoches et leur maître : c'est qu'eux savent parfaitement qu'une véritable et complète « vietnamisation » du conflit indochinois sonnerait le glas de leur sanglante domination.

C'est donc pour les rassurer que le tristement célèbre Spiro Agnew vient de faire le tour des capitales : Séoul, Taïpeh, Saigon, Pnom-Penh et Bangkok. Le ridicule champion de l'anticommunisme militant était l'homme idéal pour cette mission, bien fait pour comprendre les Thieu, Ky, Lon Nol et consorts. On pouvait par conséquent négliger les difficultés que ne manqueraient pas de susciter ses propos de matamore.

Et pourtant l'on ne peut dire que ce voyage soit un succès pour les impérialistes américains : partout Agnew a été accueilli par des récriminations, des inquiétudes, des réclamations, que quelques heures de discussions (« franches et cordiales », comme il se doit) ne pouvaient effacer.

Ce fut notamment le cas en Corée du Sud, où la clique de Park Chung Hee voit d'un très mauvais œil le plan de retrait des forces U.S. : ce mécontentement s'exprima dans une série assez grotesque de démentis de la part du ministre sud-coréen de l'Information : contrairement à ce qu'avait prétendu Agnew, Park n'aurait pas du tout accepté la date de juin 1971 pour le premier retrait de 20.000 soldats, et il n'aurait pas été discuté d'un retrait total des troupes U.S. au cours des cinq prochaines années. De plus, alors que les Sud-Coréens réclament une aide militaire de trois milliards de dollars en compensation de ces retraits de troupes, le Pentagone n'est prêt à en accorder qu'un seul : les temps sont décidément bien durs car l'impérialisme américain avait habitué ses valets à plus de largesse. De la formule « aide-toi, le ciel (c'est-à-dire le Pentagone) t'aidera », ce dernier ne paraît disposé à retenir, pour des raisons économiques bien compréhensibles, que la première partie.

A première vue, le régime Lon Nol semble plus favorisé : les Etats-Unis ne viennent-ils pas de lui accorder une aide militaire de 40 millions de dollars pour la prochaine année fiscale, qui permettra d'équiper l'armée fantoche et d'entraîner des troupes kmères au Sud-Vietnam et en Thaïlande ? En fait, là plus qu'ailleurs l'impasse est évidente ; et ce ne sont pas les menaces d'Agnew qui y changeront grand chose. Lorsqu'au début de son voyage, il affirmait : « Nous ferons tout ce que nous pourrons pour aider le gouvernement Lon Nol » et ajoutait qu'une nouvelle intervention des troupes U.S. au Cambodge n'était pas exclue, ce n'était pas là simplement une des incartades dont il a l'habitude ; la preuve en est qu'il ne fut pas démenti, le porte-parole de la Maison Blanche se contentant de dire qu'Agnew avait « réaffirmé avec fermeté

(certes !) qu'il n'y a pas de changement dans notre politique à l'égard du Cambodge ». Ce n'était qu'une manifestation de la contradiction dans laquelle se débattent les Etats-Unis, désireux d'une part de se désengager pour faire face à leurs difficultés internes (problèmes économiques, lutte des Noirs, des Chicanos, mouvement étudiant et anti-guerre, radicalisation de certains secteurs de la classe ouvrière et, depuis peu, mouvement de libération des femmes), mais conscients d'autre part des conséquences qu'aurait pour leur domination une victoire des forces révolutionnaires (et qu'exprima en son temps la « théorie des dominos »). Agnew devait exprimer cette contradiction à un autre moment de son voyage lorsqu'après avoir dit que la chute du régime Lon Nol pourrait entraîner l'arrêt de la « vietnamisation », il fut par la suite obligé de nuancer en disant que dans ce cas, « les retraits de troupes... pourraient bien ne pas être aussi ambitieux que ceux qui sont actuellement envisagés ».

La dernière étape du voyage, la Thaïlande, ne devait guère être plus réjouissante : les dirigeants thaïlandais avaient eux aussi leur « cahier de revendications », d'autant que, comme en Corée du Sud, les Américains s'apprentent à effectuer des retraits de troupes (7.000 soldats dans un premier temps). Le gouvernement réclame donc davantage de matériel militaire « afin de pouvoir assurer (lui-même) sa propre défense » et voudrait bien que l'envoi de « volontaires » thais au Cambodge soit financé par les Etats-Unis, ce que ceux-ci refusent ; en attendant, il s'apprette pour son compte à rappeler ses propres troupes du Sud-Vietnam, pensant qu'elles lui seront plus utiles sur ses frontières avec le Laos et le Cambodge.

Tirant les leçons de son voyage en Asie du Sud-Est, Agnew devait déclarer que ses interlocuteurs « ont accepté l'idée que la présence militaire américaine leur serait retirée au fur et à mesure que leurs capacités à se défendre eux-mêmes augmentent ». Tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes américains si justement... les régimes fantoches n'étaient pas à jamais incapables de « se défendre eux-mêmes » face à la lutte armée populaire !

La meilleure réponse à l'optimisme de commande d'Agnew n'est-elle pas d'ailleurs la dernière offensive du F.N.L. au Sud-Vietnam, lors des élections sénatoriales ? Au Cambodge également, l'offensive des forces révolutionnaires se poursuit. Or, face au front révolutionnaire indochinois, le front des régimes fantoches présente de nombreuses failles, chacun cherchant d'abord à protéger ses frontières et à lutter contre son propre « péril intérieur ». Dans le Sud-Est asiatique, le rapport de forces est donc toujours globalement en faveur de la révolution.

La trahison de l'Union Soviétique n'en est que plus évidente ; la récente affaire de l'ambassade du Cambodge à Prague, occupée par des partisans du FUNK, a révélé, s'il en était besoin, sa volonté de ménager le régime Lon Nol et de protéger à tout prix le statu quo tant en Asie qu'en Europe ou au Moyen-Orient.

TILLIER.



commander à rouge BP 201 Paris-19°

TROTSKY : Ecrits, tome I	12,00 F
Ecrits, tome II (Où va la France ?)	8,00 F
Histoire de la Révolution russe, les 2 tomes	18,00 F
La révolution trahie	4,90 F
Sur la Deuxième guerre mondiale	15,00 F
Entre l'impérialisme et la révolution	7,50 F
Le Mouvement communiste en France ..	57,00 F
1905	39,00 F
L'Internationale Communiste après Lénine, 2 tomes	30,00 F
P. BROUÉ : La Révolution et la guerre d'Espagne	39,00 F
Le parti bolchévique	39,00 F
La question chinoise dans l'I.C.	16,10 F
E.H. CARR : La formation de l'U.R.S.S.	39,00 F
A. MARTY : La Révolte de la Mer Noire, les 2 tomes	25,00 F
NEUBERG : L'insurrection armée	12,00 F
John REED : Dix jours qui ébranlèrent le monde	4,90 F
LENINE : Le prolétariat et sa dictature	7,30 F
LENINE-ZINOVIEV : Contre le courant, les 2 tomes	30,00 F
MARX-ENGELS : La guerre civile aux U.S.A.	4,90 F
WEINSTOCK : Le sionisme contre Israël ..	27,80 F
A. LEON : La conception matérialiste de la question juive	16,20 F
Ernest MANDEL : Traité d'Economie Marxiste, les 4 tomes	19,60 F
Initiation à la théorie économique marxiste	4,00 F
La réponse socialiste au défi américain ..	8,90 F
P. FRANK : La quatrième internationale ..	8,90 F
R. LUXEMBURG : La crise de la social-démocratie	15,00 F
SOLIENITSYNE : Le pavillon des cancéreux ..	5,85 F
W. REICH : La révolution sexuelle	4,90 F
SAMIZDAT I : (Textes de l'opposition en U.R.S.S.)	20,00 F

Nouvelle parution :

Collection taube rouge N° 1 : Les cheminots et la lutte contre la rentabilisation, 32 pages, 1 F.

LIVRES ROUGES

Renaissance du bolchevisme (mémoires d'un bolchevik-léniniste)
 10 F |

DOCUMENTS ROUGES

n° 1 : Contradictions capitalistes et crise monétaire
 2 F |

n° 4 : Le capitalisme français, maillon le plus faible de la chaîne impérialiste ..
 2 F |

n° 5 : Les marxistes révolutionnaires dans l'enseignement
 2,5 F |

Spécial Armée : service national, service du capital
 2 F |

MARX OU CREVE

n° 1 : Marxisme et petite bourgeoisie
 2 F |

n° 2 : Economie et politique dans la pensée de Trotsky
 3 F |

CLASSIQUES ROUGES

n° 1 : La révolution permanente en Russie (Trotsky)
 2 F |

n° 2 : La nature de l'Etat Soviétique (Trotsky) ..
 2 F |

n° 3 : Crosse en l'air ! (textes anti-militaristes)
 2 F |

n° 4 : Classe ouvrière, partis et syndicats (Trotsky)
 2 F |

n° 5 : LE PROGRAMME DE TRANSITION (L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale)
 2 F |

CAHIERS ROUGES

n° 1 : Eléments de théorie économique marxiste
 2 F |

n° 2 : La médecine confisquée
 2 F |

n° 5 : L'intervention en Tchécoslovaquie, pourquoi ?
 2 F |

n° 6-7 : Théorie et système d'organisation (1^{er} Congrès de la Ligue)
 3 F |

n° 8-9 : De l'internationalisme à l'internationale (1^{er} Congrès de la Ligue)
 3 F |

n° 10-11 : Dialectique des secteurs d'intervention (1^{er} Congrès de la Ligue)
 5 F |

spécial : le « complot trotskyste » en Tchécoslovaquie
 2 F |

ATTENTION LES BROCHURES NON ANNONCEES DANS ROUGE SONT EPUISEES.

meeting international 21/22 novembre à bruxelles



pour coordonner les luttes anticapitalistes en europe

De nombreuses organisations révolutionnaires européennes ont déjà répondu à l'appel lancé pour un meeting international, fin novembre à Bruxelles.

Il s'agit d'affirmer, au-delà des frontières, la solidarité active des révolutionnaires. Une solidarité qui ne reste pas au niveau des déclarations de principe, ni même au niveau de l'assistance face à la répression, mais qui doit s'affirmer et s'affirmer au niveau même de la conception du combat, au niveau de l'intervention dans les luttes, au niveau de l'aide apportée à la construction des différentes organisations nationales, au niveau de la participation aux combats internationaux qui ne concernent pas seulement l'Europe.

La Ligue Communiste, organisation invitante avec la Jeune Garde Socialiste de Belgique, s'est engagée à envoyer à Bruxelles une forte délégation.

Bientôt les inscriptions seront ouvertes dans toutes les villes, par toutes les cellules de la Ligue.

En avant pour la construction des organisations marxistes révolutionnaires en Europe!

L'Europe capitaliste est en crise. Les difficultés économiques, (à la fois l'inflation, la capacité de production excédentaire, la concurrence inter-impérialiste, les récessions), s'aggravent. Les travailleurs réagissent par des combats de plus en plus amples : l'explosion révolutionnaire de mai 1968 en France; l'automne et l'hiver « chauds » en Italie en 1969-70; la vague de grèves « sauvages » en Espagne, en Allemagne occidentale, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Suède et ailleurs. Les conditions mûrissent pour une nouvelle montée révolutionnaire à l'échelle européenne.

La crise est une crise sociale en profondeur. C'est l'ensemble des rapports de production capitalistes qui sont ébranlés. Voilà pourquoi la contestation de ces rapports de production et d'échange ne se limite pas au prolétariat industriel traditionnel mais englobe une masse croissante de techniciens et d'intellectuels, sans parler de la révolte étudiante qui se généralise. Le droit du Capital de disposer des hommes et des machines, et toutes les formes d'exploitation, d'oppression, d'aliénation qui en découlent, paraissent d'autant plus anachroniques; l'accroissement du chômage, et de l'inégalité sociale, paraît d'autant plus scandaleux, le gaspillage des ressources, les guerres de répression coloniale, les menaces qui pèsent sur l'environnement humain paraissent d'autant plus barbares que la technique et la science ont créé les conditions matérielles pour mettre l'abondance et la liberté à la portée de tous les hommes.

La bourgeoisie européenne, effrayée par la crise révolutionnaire qui monte, réagit à sa manière. En essayant de consolider et d'étendre le Marché commun; en renforçant son dispositif militaire en vue de créer une « force de frappe nucléaire » européenne, elle cherche à rassembler des ressources économiques et militaires supplémentaires pour faire face au « défi » des masses en mouvement autant qu'à celui de ses principaux concurrents et adversaires nationaux: les Etats-Unis et le Japon d'une part, les Etats ouvriers bureaucratisés d'autre part. Comme les frais de ces opérations seront inévitablement imposés aux travailleurs, elle perfectionne en même temps son dispositif répressif, vote des lois sclérotantes anti-syndicales, anti-grèves et anti-manifestations, et prépare l'instauration d'Etats forts à la grecque ou à l'espagnole.

Depuis le milieu des années 1960, la crise croissante de la société bourgeoise a produit en Europe une nouvelle avant-garde essentiellement jeune dans presque tous les pays. S'identifiant avant tout avec la révolution coloniale, cristallisée autour du mouvement international de solidarité avec l'héroïque peuple vietnamien en lutte contre l'agression de l'impérialisme américain, cette avant-garde a redécouvert petit à petit les contradictions sociales qui déchirent sa propre société. Elle cherche à s'unir avec les luttes ouvrières qui s'étendent. Le détachement d'une importante partie de la jeunesse de l'ordre social capitaliste, et du contrôle des directions ouvrières traditionnelles ultra-opportunistes, constitue pour elle un premier succès.

Mais beaucoup de mouvements d'avant-garde hier encore larges et militants, tels l'U.N.E.F. en France et le S.D.S. en Allemagne occidentale, sont aujourd'hui réduits à l'impuissance ou ont même disparu, faute d'avoir opéré à temps la clarification politique et organisationnelle nécessaire pour définir une stratégie révolutionnaire adéquate à l'échelle de l'Europe capitaliste et à l'échelle mondiale. D'autres comme les groupes « spontanés » et maoïstes en Italie ou en France, sont en déclin rapide, par suite de l'impasse où les a conduits la pratique d'actions minoritaires, sans impact sur des masses plus larges, faute d'une même stratégie adéquate.

Il est de toute manière évident que devant l'internationalisation grandissante de la vie économique, politique et culturelle, devant l'emprise croissante de trusts multinationaux sur la vie des peuples d'Europe capitaliste; devant la capacité de ces trusts de transférer rapidement des commandes, des investissements et des travaux de recherche d'un pays à l'autre, toute riposte des masses ou de leurs avant-gardes qui se limite aux frontières nationales, est condamnée à de grandes faiblesses, voire à l'impuissance. La lutte de classe s'internationalise de plus en plus objectivement. Toute organisation qui reste renfermée dans la routine purement nationale sera toujours davantage paralysée.

De plus en plus nombreuses sont par conséquent les organisations révolutionnaires d'avant-garde qui adoptent les

positions marxistes révolutionnaires et rejoignent les rangs de la IV^e Internationale, seule force réellement organisée à l'échelle internationale qui développe la théorie et la pratique de la révolution socialiste mondiale, sans laquelle aucun des problèmes avec lesquels l'humanité est aujourd'hui confrontée ne trouvera de solution véritable.

La crise qui secoue les Partis Communistes officiels, et qui est stimulée à la fois par le refus néo-réformiste de leurs directions de tout affrontement global avec le capitalisme, et par la montée de la révolution politique anti-bureaucratique des masses en Europe orientale et en U.R.S.S., accroît les chances de percée politique de l'avant-garde révolutionnaire en formation en Europe. Elle lui impose la tâche supplémentaire d'assurer une solidarité agissante avec les victimes révolutionnaires de la répression bureaucratique.

Face à tous ces problèmes qui se posent aujourd'hui à l'avant-garde, les organisations qui signent le présent appel estiment qu'il est urgent de confronter les expériences des luttes ouvrières, étudiantes, anti-impérialistes et anti-bureaucratiques des dernières années, afin d'élaborer une stratégie commune. Les conditions du succès généralisé des luttes résident dans l'organisation rapide de l'avant-garde révolutionnaire, dans son unification programmatique et organisationnelle, dans la lutte pour la révolution socialiste en Europe.

C'est pourquoi elles appellent tous ceux qui approuvent l'orientation générale de ce texte à participer au

RASSEMBLEMENT INTERNATIONAL DES REVOLUTIONNAIRES D'EUROPE LES 21-22 NOVEMBRE 1970 A BRUXELLES

Encadrées par deux rapports principaux l'un sur la crise de l'Europe capitaliste et la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, l'autre sur la construction du parti révolutionnaire, huit commissions de travail rassembleront chacune des centaines de participants venus de tous les pays d'Europe pour traiter du bilan de la vague des grèves; de la lutte pour le contrôle ouvrier; du bilan des luttes étudiantes; du bilan des luttes anti-impérialistes; des luttes anti-bureaucratiques dans les Etats ouvriers bureaucratisés d'Europe et en U.R.S.S.; des nouveaux besoins et des objectifs des masses, surgis du développement des forces productives au cours des deux dernières décennies; de la lutte contre les menaces d'Etat fort et les dictatures réactionnaires en Grèce, en Espagne et au Portugal; et des problèmes d'organisation de l'avant-garde révolutionnaire.

Ce rassemblement s'efforcera donc de mettre au point les objectifs de lutte communs de l'avant-garde, de préciser les formes de combat adéquates, résultant de toute l'expérience historique et récente du mouvement ouvrier et révolutionnaire, en vue d'abattre le règne du Capital et d'assurer l'émancipation des masses laborieuses par leur propre action et leur propre organisation de classe.

A bas l'Europe des trusts et des exploités capitalistes!

En avant, vers les Etats-Unis socialistes d'Europe!

A cette date, sont signataires de l'appel:

La Ligue Communiste (Section française de la IV^e Internationale).

Jeune Garde Socialiste (Organisation sympathisante de la IV^e Internationale).

Ligue Marxiste Révolutionnaire (Suisse).

International Marxist Group - (British Section of the Fourth International).

Revolutionaere Socialister (Danemark).

Gruppi Communisti Rivoluzionari (Sezione Italiana della IV^e Internazionale).

Gruppe Internationale Marxisten (Deutsche Sektion der Vierten Internationale).

Revolutionaere Socialister (Sektion af 4^e Internationale).

Spartacus League (Great-Britain).

Kommunistische Liga (Österreichische Sektion der IV^e Internationale).

Revolutionät-Kommunistische Jugend (Wesdeutschland).

Je désire
m'abonner
à
rouge

6 mois

pli ouvert 25 F
pli fermé 40 F
avion 50 F

1 an

pli ouvert 50 F
pli fermé 80 F
avion 100 F

Abonnement

de soutien

à partir de 100 F

(Ecrire en capitales S.V.P.)

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

.....

(Règlement joint à la Boîte Postale 201, Paris 19 - Rouge -)